



PROJET 2027 · RÉUSSIR ENSEMBLE

Stabiliser la dette publique

Lecture du Focus n° 124 du Conseil d'analyse économique et ce que le Projet 2027 en retient

112 milliards d'euros à trouver : un inventaire chiffré pour budgéter le programme

Projet 2027 est la rédaction d'un programme pour la présidentielle 2027. Open source, ce programme est mis à disposition de tous les candidats à la présidentielle.

Philippe Agnelli

Président d'Élysée Conseils
Octobre 2026 · Document de travail

Sommaire

LE MOT DU PRÉSIDENT Partir des chiffres sérieux

SYNTHÈSE L'essentiel du rapport

INTRODUCTION Pourquoi ce document

CHAPITRE 1 Le diagnostic : 112 milliards à trouver

CHAPITRE 2 Le rythme : six ans, en commençant fort

CHAPITRE 3 Les dépenses : 108 milliards possibles

CHAPITRE 4 Les recettes : 111 milliards possibles

CHAPITRE 5 Les réformes : l'emploi rapporte autant que l'impôt

CHAPITRE 6 Les choix : ce que disent l'Europe et l'OCDE

CHAPITRE 7 Ce que le Projet 2027 en retient

QUESTIONS FRÉQUENTES Les objections et nos réponses

CONCLUSION Un budget qui dit la vérité

ANNEXE 1 L'inventaire complet des leviers du CAE

ANNEXE 2 Les notions clés, pas à pas

ANNEXE 3 Glossaire et bibliographie

LE MOT DU PRÉSIDENT

Partir des chiffres sérieux

Tous les programmes, qu'ils viennent des partis politiques ou des organisations professionnelles, avancent des chiffrages plus ou moins exotiques.

Pourtant, des institutions sérieuses — le Conseil d'analyse économique, la Cour des comptes, la direction générale du Trésor et bien d'autres — publient des rapports chiffrés d'excellente facture. Elles ont accès à tous les chiffres.

Dans cette étude, nous nous penchons sur celui du Conseil d'analyse économique. Son verdict tient en un chiffre : **112 milliards d'euros** à trouver pour stabiliser notre dette. En face, il dresse l'inventaire chiffré des économies et des recettes possibles.

Philippe Agnelli, président d'Élysée Conseils

SYNTHÈSE

L'essentiel du rapport

112 Md€

effort total pour stabiliser la dette (CAE, 2025)

27 Md€

effort de la première année, scénario central en six ans

170

leviers chiffrés : dépenses, recettes, réformes

En octobre 2025, le Conseil d'analyse économique a publié l'inventaire chiffré le plus complet dont dispose le débat public français pour redresser les comptes : 170 leviers, chacun avec son montant, sa source et sa méthode.¹ Ce rapport le résume, l'explique et en tire le cadre budgétaire du Projet 2027.

Le diagnostic (chapitre 1). Le déficit public atteint 5,4 % du PIB en 2025. Une fois retirés la charge des intérêts (2,2 points) et l'effet de la conjoncture (0,5 point), il reste un déficit primaire structurel de 2,7 points. Pour stabiliser la dette et garder une marge face à la prochaine crise, le CAE ajoute un point de PIB : l'effort total est de 3,7 points, soit **112 Md€**. Si les taux d'intérêt restent durablement au-dessus de la croissance, il monte à 127 Md€.

Le rythme (chapitre 2). Le scénario central étale l'effort sur six ans, avec **27 Md€ la première année**, un déficit sous 3 % en 2029 et une dette stabilisée à 124 % du PIB. Il faut y ajouter environ 6 Md€ par an pour contrer la dérive spontanée des dépenses, soit 148 Md€ au total.

Les leviers (chapitres 3 à 5). Le CAE recense environ 108 Md€ d'économies possibles à l'horizon 2030, 111 Md€ de recettes nouvelles et 45 Md€ de gains liés à des réformes structurelles (emploi, productivité, emploi des seniors), auxquels s'ajoutent 4 Md€ de lutte contre la fraude. Le gisement est donc près de deux fois plus large que le besoin : tout est affaire de choix.

Les choix (chapitre 6). Le CAE ne prescrit rien, mais il rappelle deux garde-fous : la France dépense 57 % de son PIB, le niveau le plus élevé de l'Union européenne, et les économies sur l'éducation et l'investissement public sont celles qui coûtent le plus cher à la croissance de long terme.

Ce que le Projet 2027 en retient (chapitre 7). Les leviers qui rejoignent des positions déjà arrêtées du programme — taxe d'habitation rétablie, chasse aux doublons du millefeuille, prévention en santé, emploi, productivité, mutualisation, lutte contre la fraude — représentent environ **73 Md€** à l'horizon 2030. Il reste environ 39 Md€ à arbitrer, auxquels s'ajoutent les dépenses nouvelles déjà chiffrées dans nos chapitres (plan PME, service national).

L'ESSENTIEL

1. Le besoin est connu et chiffré : 112 Md€ en six ans, dont 27 Md€ la première année.
2. Les leviers existent et sont publics : le programme peut et doit s'y référer mesure par mesure.
3. Les deux tiers du chemin sont compatibles avec nos positions ; le dernier tiers relève d'arbitrages assumés devant les Français.

¹Adrien Auclert (université de Stanford, CAE), Marie-Apolline Barbara, Xavier Jaravel (LSE, CAE), Emma Laveissière, Oskar Lasterra, Antoine Lopes, Xavier Ragot (OFCE, CAE), Diego Renaud, *Comment stabiliser la dette publique ?*, Focus du CAE n° 124, octobre 2025. En ligne : cae-eco.fr/comment-stabiliser-la-dette-publique. Le tableur de données (« datapack ») qui détaille les 170 mesures est téléchargeable sur la même page, ainsi qu'un simulateur interactif réalisé par Mathieu Peruyero : claud.ai/public/artifacts/74cd0701-a4f0-499e-a409-cae1da524ee4.

▶ À VOUS DE JOUER

Le CAE a mis en ligne un simulateur : choisissez vos leviers un par un — économies, impôts, réformes — et voyez si vous atteignez les 112 milliards. À vous d'arbitrer !

[Ouvrir le simulateur du CAE](#) · [Lire le Focus n° 124 et télécharger son tableur](#)

Adresse du simulateur : claude.ai/public/artifacts/74cd0701-a4f0-499e-a409-cae1da524ee4

Le rapport en un tableau

Chapitre	Message	Chiffre clé
1. Le diagnostic	Il manque 2,7 points de PIB hors intérêts et hors conjoncture	112 Md€
2. Le rythme	Six ans, en commençant fort, et en comptant la dérive tendancielle	27 Md€ en 2026
3. Les dépenses	Des économies à tous les étages : État, sécurité sociale, collectivités	≈ 108 Md€ en 2030
4. Les recettes	Rendements élevés mais effets redistributifs à peser	111,4 Md€
5. Les réformes	Emploi, productivité et emploi des seniors rapportent autant que l'impôt	45,1 Md€
6. Les choix	Protéger l'éducation et l'investissement	57 % du PIB
7. Le Projet 2027	Un cadre budgétaire commun à tous les chapitres	≈ 73 Md€ convergents

Source : Élysée Conseils, d'après le Focus n° 124 du CAE.

INTRODUCTION

Pourquoi ce document

Un programme présidentiel n'est crédible que s'il dit d'où vient chaque euro et où il va. C'est la règle que s'est fixée le Projet 2027 depuis ses premiers chapitres : chaque proposition est accompagnée d'une évaluation de son coût ou de ce qu'elle rapporte, en s'appuyant sur des sources institutionnelles.

Le Focus n° 124 du Conseil d'analyse économique (CAE)² est, à ce titre, une pièce maîtresse. Il fait deux choses que peu de documents publics font ensemble : il calcule l'effort nécessaire pour stabiliser la dette, et il dresse l'inventaire chiffré des moyens d'y parvenir. Sa démarche est « volontairement descriptive plutôt que normative » : il identifie et chiffre des options, sans préjuger des choix politiques. C'est précisément ce dont un programme a besoin pour faire les siens.

Ce que contient ce rapport

- **Un résumé fidèle** du Focus : le modèle, les trajectoires, les tableaux de mesures, les précautions de lecture.
- **Des explications pédagogiques** sur les notions clés : déficit primaire structurel, impulsion budgétaire, tendanciel, effet comportemental.
- **Une lecture Projet 2027** : pour chaque famille de leviers, ce qui rejoint nos positions déjà arrêtées, ce qui reste à arbitrer, et ce que nous traitons autrement.
- **En annexe, l'inventaire complet** des quelque 170 mesures du tableur publié par le CAE, avec leur montant et leur source.

À SAVOIR • PRÉCAUTIONS DE LECTURE

Le Focus a été publié en octobre 2025, avant le vote du budget 2026. Ses montants sont exprimés en euros de 2025 et reposent sur les hypothèses de l'époque (inflation de 1,3 % en 2026, écart de production de -0,8 point). Les ordres de grandeur restent valables ; les chiffres exacts devront être actualisés au moment de l'élection.

Les montants du CAE sont des **ordres de grandeur** : certains sont des gains « mécaniques », d'autres intègrent les réactions des contribuables. Ils ne s'additionnent pas strictement (horizons différents, doubles comptes possibles).

Les chiffrages propres à Élysée Conseils sont signalés comme tels dans le texte.

Une équation qui ne pardonne pas

Tout le raisonnement du CAE repose sur une relation simple. Notons r le taux d'intérêt réel moyen de la dette, g la croissance réelle du PIB et b le ratio de dette sur PIB. Le surplus primaire s nécessaire pour stabiliser la dette vaut :

L'ÉQUATION DE LA DETTE

$$s = (r - g) / (1 + g) \times b$$

Plus les taux sont élevés par rapport à la croissance, et plus la dette est lourde, plus l'excédent à dégager avant intérêts est important. Quand r dépasse g , la dette fait « boule de neige » : elle grossit plus vite que l'économie, même sans nouveau déficit primaire.

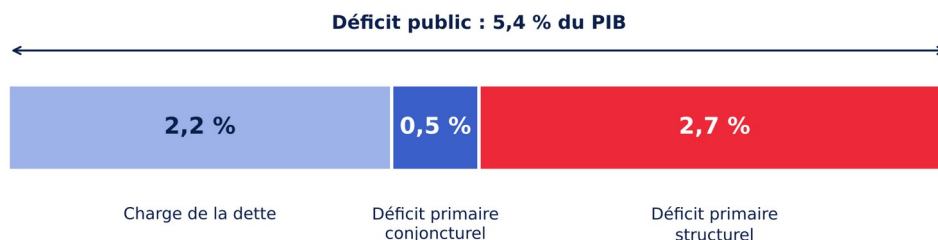
²Le Conseil d'analyse économique (CAE) est une instance placée auprès du Premier ministre, composée d'économistes universitaires. Ses publications sont rendues sous la seule responsabilité de leurs auteurs.

CHAPITRE 1

Le diagnostic : 112 milliards à trouver

Hors intérêts et hors conjoncture, il manque encore 2,7 points de PIB

Décomposition du déficit public estimé pour 2025, en % du PIB (écart de production retenu : -0,8 point)



Source : CAE, Focus n° 124, « Comment stabiliser la dette publique ? », octobre 2025.

**L'ESSENTIEL**

Hors intérêts et hors conjoncture, l'État et les administrations dépensent encore 2,7 points de PIB de plus qu'ils ne prélèvent.

Le CAE ajoute une marge de sécurité d'un point pour absorber la prochaine crise : 3,7 points au total.

Appliqués au PIB de 2025 (2 986 Md€), ces 3,7 points font 112 Md€.

Un point de départ qui s'est dégradé

Le déficit public s'est légèrement réduit, de 5,8 % du PIB en 2024 à 5,4 % en 2025. Mais la dette a continué de progresser rapidement : 109,8 % du PIB en 2023, 113,0 % en 2024, 116,2 % en 2025. Dans le même temps, la charge d'intérêts est passée de 1,9 % du PIB en 2023 à 2,1 % en 2024 et devrait atteindre 2,2 % en 2025.

Or la France emprunte désormais à dix ans autour de 3,5 %, au-dessus de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce, au niveau de l'Italie, alors que le taux apparent de sa dette n'est encore que de 2,0 % (estimation 2025). À mesure que la dette ancienne est refinancée, ce taux apparent remonte vers le taux de marché : la charge d'intérêts augmente mécaniquement. C'est ce qui rend l'exercice urgent.

Pour juger de l'effort à fournir, le CAE ne raisonne pas sur le déficit total, trop dépendant des taux et de la conjoncture, mais sur le **déficit primaire structurel** : ce qui reste une fois retirés la charge d'intérêts et l'effet du cycle économique. En retenant un écart de production de -0,8 point (entre l'estimation du Gouvernement, -1,2 point, et celle qui découle des travaux de l'Insee, -0,4 point), ce déficit est de 2,7 points de PIB.

Décomposition du déficit public estimé pour 2025

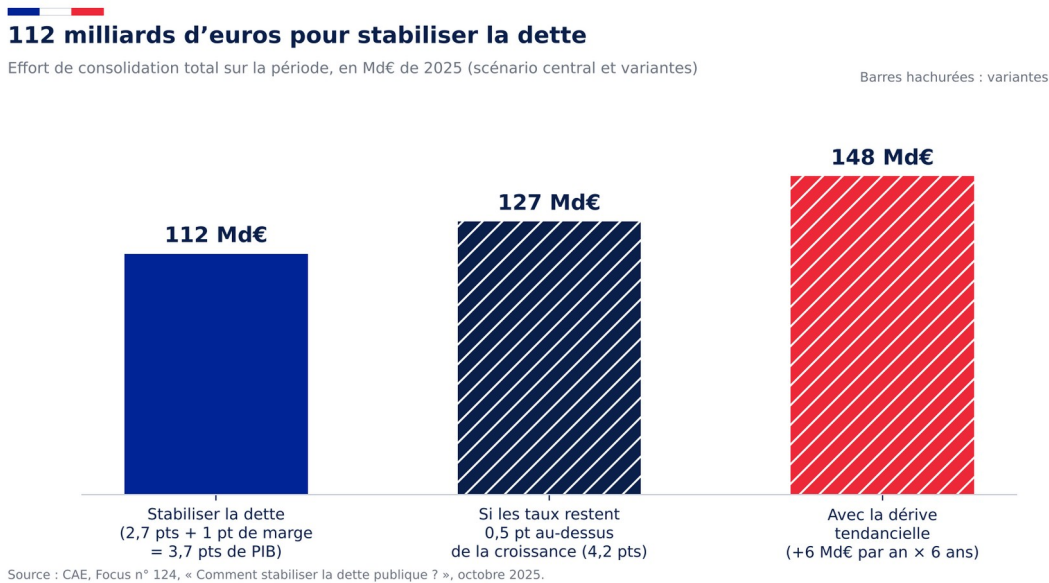
Composante	% du PIB
Déficit public	5,4 %
dont charge de la dette	2,2 %
dont déficit primaire	3,2 %
— dont déficit primaire conjoncturel (0,57 × écart de production de 0,8)	0,5 %
— dont déficit primaire structurel	2,7 %

Source : CAE, Focus n° 124, tableau 1.

Pourquoi un point de marge en plus

Ramener le déficit primaire structurel à zéro ne suffit pas. L'expérience montre que la dette bondit à chaque crise (2008, 2020) et ne redescend jamais complètement. Dès juillet 2024, le CAE recommandait de viser un excédent primaire d'un point de PIB hors crise, mobilisable en cas de choc.³ D'où l'effort de 3,7 points : 2,7 pour équilibrer, 1 pour se protéger.

Si les taux d'intérêt réels s'installaient durablement 0,5 point au-dessus de la croissance — du fait de la hausse générale des dettes publiques dans le monde ou d'une perte de confiance des marchés envers la France —, l'excédent nécessaire augmenterait d'environ 0,5 point : l'effort passerait à 4,2 points de PIB, soit 127 Md€.



Le CAE souligne un point politique majeur : le montant de 112 Md€ est le même que celui qu'il estimait en juillet 2024, mais il intervient un an plus tard. Chaque année d'attente laisse la dette et la charge d'intérêts progresser. **Tant que l'ajustement n'est pas fait, la dette continue d'augmenter en part du PIB**, sauf surprise forte sur l'inflation ou la croissance.

CONVICTION

« Le temps perdu ne se rattrape pas : il se paie en intérêts. »

³Adrien Auclert, Thomas Philippon et Xavier Ragot, *Quelle trajectoire pour les finances publiques françaises ?*, Les Notes du CAE n° 82, juillet 2024. Cette Note recommandait déjà de viser un excédent primaire de 1 % du PIB hors crise, mobilisable en cas de choc.

CHAPITRE 2

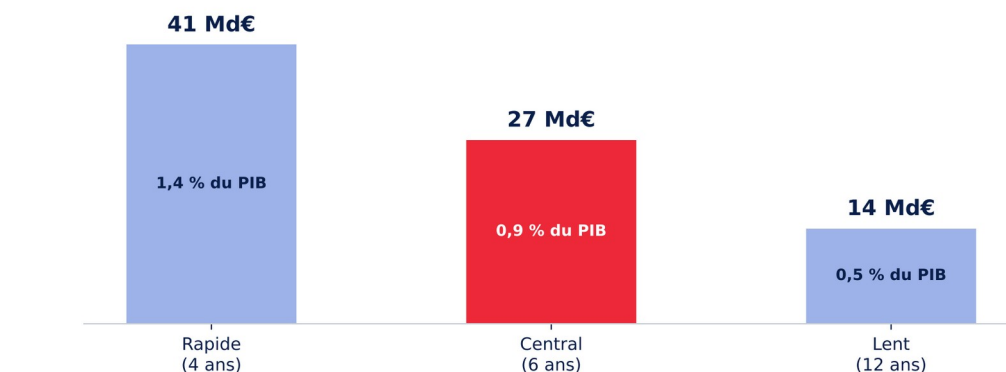
Le rythme : six ans, en commençant fort



Le scénario central : 27 milliards d'effort dès la première année

Effort budgétaire de la première année (2026) selon la durée de la consolidation, en Md€ et en % du PIB

Scénario central : déficit public sous 3 % en 2029, dette stabilisée à 124 % du PIB



Source : CAE, Focus n° 124, « Comment stabiliser la dette publique ? », octobre 2025.

6 ans

durée de consolidation du scénario central

2029

retour du déficit public sous 3 % du PIB

124 %

niveau de stabilisation de la dette

L'ESSENTIEL

Faire l'effort tôt réduit le niveau final de la dette ; le faire trop vite casse la croissance. Le CAE arbitre entre les deux.

Scénario central : 27 Md€ en 2026, 73 Md€ cumulés en 2029, 82 Md€ en 2032 pour annuler le déficit primaire structurel, 112 Md€ avec la marge de sécurité.

Il faut ajouter environ 6 Md€ par an pour contrer la dérive spontanée des dépenses : 148 Md€ au total.

Trois trajectoires possibles

Personne n'imagine réduire le déficit de 112 Md€ en une année. La question est celle du rythme. Le CAE utilise un modèle de « contrôle optimal » qui met en balance deux effets : une consolidation trop rapide pèse sur la croissance (par les multiplicateurs budgétaires) ; une consolidation plus précoce stabilise la dette à un niveau plus bas et réduit durablement la charge d'intérêts. Sa conclusion : **il est toujours préférable de faire davantage au début**, car l'effet d'une mesure sur le déficit est permanent, alors que son coût sur la croissance est le même qu'elle soit prise tôt ou tard.

Le modèle repose sur deux paramètres. Le niveau de dette maximal toléré en fin de consolidation est fixé à 130 % du PIB, le niveau de la Grèce en 2009.⁴ L'effort maximal possible la première année est plafonné à 1,4 % du PIB, la borne haute des consolidations observées en France.

⁴La Grèce comptait une dette de 130 % du PIB en 2009, à la veille de la crise de sa dette souveraine. Le CAE retient ce seuil comme plafond à ne pas franchir en fin de consolidation (Focus n° 124, p. 4).

Les trois trajectoires du CAE

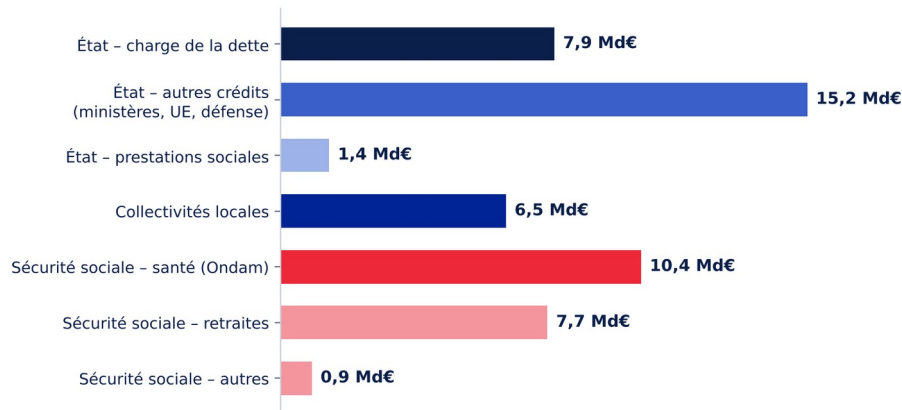
Trajectoire	Durée	Effort 2026	Caractéristiques
Rapide	4 ans	41 Md€ (1,4 % du PIB)	Effort initial maximal ; ajustement très concentré
Centrale	6 ans	27 Md€ (0,9 % du PIB)	Déficit public sous 3 % en 2029 (2,95 %) ; dette stabilisée à 124 % du PIB ; en ligne avec les règles européennes
Lente	12 ans	14 Md€ (0,5 % du PIB)	Effort initial réduit ; dette stabilisée plus haut

Source : CAE, Focus n° 124, figure 2 et texte p. 4-5.

Le piège du « tendanciel »

À politique inchangée, les dépenses publiques augmentent d’elles-mêmes : vieillissement (retraites, santé), conjoncture (assurance chômage), inertie des enveloppes, engagements passés comme la loi de programmation militaire, et désormais hausse de la charge de la dette. C’est le **tendanciel**.⁵ Les recettes, elles, suivent spontanément la croissance du PIB en valeur.

À politique inchangée, la dépense publique augmente de 51 milliards en un an
Hausse tendancielle des dépenses publiques en 2026, en Md€ (estimation gouvernementale de juillet 2025)
Total : 51,1 Md€ (+3,0 %), contre +26 Md€ de recettes spontanées



Source : CAE, Focus n° 124, « Comment stabiliser la dette publique ? », octobre 2025. Le total inclut les crédits d’impôt.

Pour 2026, le Gouvernement estimait en juillet 2025 que la dépense publique passerait spontanément de 1 718 à 1 769 Md€ (+51,1 Md€, +3,0 %), alors que les recettes ne progresseraient que de 26 Md€ (+1,7 %), notamment parce que certains prélèvements temporaires arrivaient à échéance. L’écart, 25,1 Md€, s’ajoute à l’effort réel.

⁵Carnot et Morzadec Simon, *L’évolution des dépenses publiques à politique inchangée*, note du Haut Conseil des finances publiques, 2025 (cité par le Focus n° 124).

EN PRATIQUE • 44 MILLIARDS OU 19 MILLIARDS ?

Le projet de budget de juillet 2025 annonçait 44 Md€ de « mesures nouvelles ». Le CAE montre que l'impulsion budgétaire réelle, celle qui pèse sur la croissance, n'était que de 18,9 Md€ ; les 25,1 Md€ restants servaient seulement à neutraliser le tendanciel.⁶

Moralité : un même budget peut être présenté comme un effort « historique » ou comme modeste selon la référence choisie. D'où l'exigence de transparence formulée par le CAE.

À moyen terme, le CAE retient une dérive tendancielle d'environ 0,2 point de PIB par an, soit **6 Md€ d'effort supplémentaire chaque année** pour rester à déficit constant, dans un contexte de vieillissement accéléré (la part des 80 ans et plus serait multipliée par quatre d'ici 2100). Sur six ans, l'effort total atteint donc environ 148 Md€ (112 + 6 × 6).

Effort de consolidation selon la référence retenue (scénario central)

Horizon	Par rapport au déficit structurel primaire	Avec la marge de sécurité (+1 %)	En cas de hausse des taux	Dérive tendancielle à ajouter
2026	27 Md€			
2029	73 Md€			
Totalité (2032)	82 Md€	112 Md€	127 Md€	+36 Md€

Source : CAE, Focus n° 124, tableau 3.

LA PROPOSITION

Publier le tendanciel. Le CAE demande que tous les éléments qui servent à construire le tendanciel des dépenses soient rendus publics, pour que chaque acteur du débat puisse refaire les calculs. Le Projet 2027 fait sienne cette exigence : un budget dont la référence est opaque n'est pas un budget débattu.

Piste en construction : l'annexer chaque année au projet de loi de finances, sous une forme lisible et reproductible.

⁶Focus n° 124, encadré 2 : pour le projet de budget présenté le 15 juillet 2025, 44 Md€ de « mesures nouvelles » correspondaient à une impulsion budgétaire d'environ 19 Md€, la différence (25,1 Md€) relevant du tendanciel.

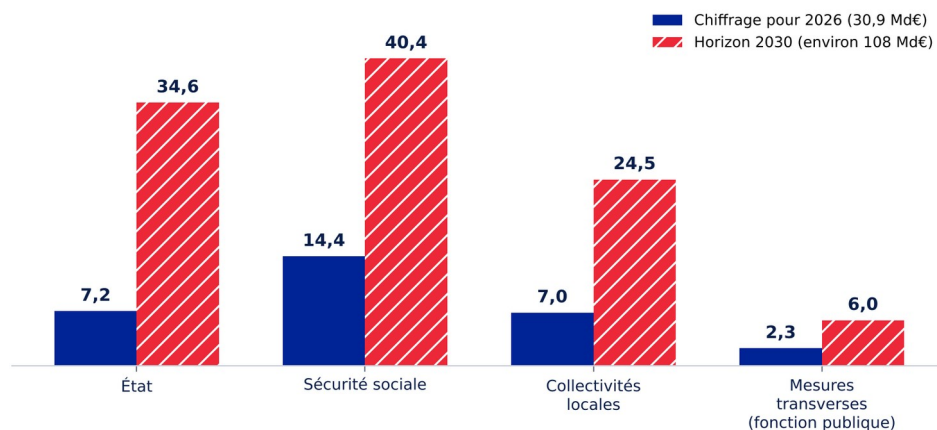
CHAPITRE 3

Les dépenses : 108 milliards possibles



Des économies possibles dans tous les étages de la dépense

Gisement d'économies recensé par le CAE, en Md€ : chiffrage pour 2026 et à l'horizon 2030



Source : CAE, Focus n° 124, « Comment stabiliser la dette publique ? », octobre 2025. Tableau 4. Barres hachurées : projection.

30,9 Md€

économies chiffrées pour 2026 (23 mesures retenues)

≈ 108 Md€

à l'horizon 2030, si les mesures sont reconduites

71

mesures de dépenses détaillées en annexe du Focus

L'ESSENTIEL

Depuis 2000, la dépense de l'État a progressé de 0,9 % par an en volume ; celle des collectivités et de la sécurité sociale de 1,9 %.

Deux grandes méthodes : les règles générales (gel en volume, « année blanche ») et les mesures ciblées (santé, logement, apprentissage, fonction publique).

Les règles générales laissent la main aux gestionnaires mais sont régressives si elles ne sont pas ciblées.

Les règles générales : gel et année blanche

Le **gel en volume** consiste à limiter la progression d'une dépense à l'inflation, alors que son tendanciel la ferait progresser plus vite (+1,3 % en volume en 2026 hors charge de la dette). Appliqué au budget de l'État, il rapporterait 6,9 Md€ en 2026 (7,2 Md€ dans le tableau de synthèse), et 34,6 Md€ à l'horizon 2030 s'il est reconduit chaque année. Appliqué aux collectivités, il rapporterait 3,9 Md€ en 2026 et 19,4 Md€ en 2030.

L'**année blanche** consiste à ne pas revaloriser pendant un an les pensions de base (3 Md€ selon le texte, 2,6 Md€ dans le tableau), les prestations sociales (1,3 Md€) et le barème de l'impôt sur le revenu (1,8 Md€).⁷ Le rendement est élevé et cumulatif, mais le CAE souligne que ces mesures sont

⁷ Institut des politiques publiques (IPP), « Effets budgétaires et redistributifs des mesures socio-fiscales », chiffrage de l'« année blanche » (5,7 Md€) repris par le Focus n° 124, annexe 2.

« potentiellement régressives » : elles frappent uniformément tous les ménages, quel que soit leur revenu, sauf à être ciblées.

À SAVOIR · CE QUI N'EST PAS UNE ÉCONOMIE

Une mesure n'est une économie que si elle réduit la dépense par rapport au tendanciel. Exemple : le tendanciel de juillet 2025 ne prévoyait aucune revalorisation du point d'indice des fonctionnaires ; ne pas le revaloriser n'est donc pas une économie supplémentaire. À l'inverse, ne pas indexer les pensions ou le barème de l'impôt, que la loi prévoit d'indexer, en est une.

Les mesures ciblées

Synthèse des mesures de dépenses retenues par le CAE (en Md€)

Mesure	Dépense 2024	2026	Horizon 2030
État			
Gel en volume du budget général de l'État hors charge de la dette	600,7	7,2	34,6
dont réforme des aides à l'apprentissage		0,6	0,6
dont ciblage de MaPrimeRénov' sur les rénovations d'ampleur		0,9	0,9
dont conditionnement des aides au logement aux ressources parentales		0,8	0,8
dont baisse des subventions à l'enseignement privé (de 75 % à 50 %)		3,5	3,5
dont suppression des taxes affectées aux CCI et CMA et des dotations à Bpifrance		0,8	0,8
Sécurité sociale (776,8 Md€ de dépenses en 2024) — maladie et ATMP			
Assurance maladie (269,3 Md€)			
Augmenter la prise en charge des complémentaires et la participation des assurés		5,5	5,5
Baisse des prix des produits de santé et bon usage		0,5	2,7
Hôpital : poursuivre le virage ambulatoire		0,8	0,8
Réduire les dépenses évitables (comparaisons entre territoires)		1,4	2,8
Améliorer la prévention		0,9	4,3
Réduire la prise en charge des indemnités journalières		0,5	
Retraites (407 Md€)			
Geler l'indexation des retraites de base en 2026		2,6	15,7
Prestations sociales (57,8 Md€) et assurance chômage (42,4 Md€)			
Supprimer la modulation des allocations familiales au-dessus de 5,2 Smic		0,5	0,5
Geler l'indexation des prestations (RSA, ASPA, AAH, famille, prime d'activité, aides au logement)		1,3	7,9
Assurance chômage : période de référence d'affiliation ramenée de 24 à 20 mois			
Collectivités locales (329,7 Md€)			
Geler en volume le budget des collectivités hors charge de la dette			
Massification des achats et mutualisation des circuits		1,0	3,0

Mesure	Dépense 2024	2026	Horizon 2030
Écrêter les recettes de TVA et de TSCA affectées aux collectivités		1,0	1,0
Transports en commun : porter la contribution des usagers à 30 %		1,1	1,1
Mesures transverses de fonction publique			
Délai de carence porté à 3 jours			
Appliquer la durée légale du travail dans les collectivités (–2,7 % d'effectifs, 52 000 agents)		1,3	1,3
Supprimer 11 000 postes dans la fonction publique d'État et 19 000 dans la territoriale		0,7	4,4
Total (hors crédits d'impôt et transferts entre administrations)	1 670,2	30,9	108

Source : CAE, Focus n° 124, tableau 4. Les sous-totaux publiés ne s'additionnent pas exactement au total (arrondis, recoupements).

État : des choix plutôt qu'un rabot

Le CAE illustre le gel du budget de l'État par une combinaison de mesures précises : réduire de 75 % à 50 % la prise en charge publique de l'enseignement privé sous contrat (3,5 Md€), recentrer MaPrimeRénov' sur les rénovations d'ampleur (0,9 Md€), conditionner les aides au logement des étudiants aux revenus de leurs parents (0,8 Md€), réformer les aides à l'apprentissage (0,6 Md€, jusqu'à 6,2 Md€ pour une réforme plus ambitieuse selon l'OFCE⁸). Une alternative consiste à geler les crédits ministériels et à laisser chaque ministère réallouer.

Santé : près de 7 milliards par l'efficience et la prévention

Le reste à charge des patients français (7,5 % selon la Cnam) est le plus faible du monde. Le CAE recense des hausses de participation des assurés, notamment sur les dispositifs médicaux (0,7 Md€) et les affections de longue durée (3,4 Md€). Mais il identifie surtout **près de 7 Md€ de gains à moyen terme** par la prévention, la baisse des prix des produits de santé, le virage ambulatoire et la réduction des dépenses évitables.

Collectivités : agir plutôt sur les recettes que sur la gestion

Pour les collectivités, le CAE propose des rationalisations ciblées (achats groupés : environ 1 Md€ ; fin de certains financements d'associations hors compétences obligatoires des départements : 0,4 Md€). Il note surtout que, compte tenu de leur règle d'équilibre budgétaire, **ralentir la progression de leurs recettes affectées** pourrait être plus efficace et moins intrusif que de régenter leur gestion : plafonner la hausse des fractions de TVA et de TSCA rapporterait 1 Md€. ⁹

Le tableur du Focus va plus loin en reprenant les travaux sur le coût du millefeuille administratif : 1,5 Md€ par la suppression des doublons entre échelons et 6 Md€ par la clarification des compétences, à l'horizon 2030. ¹⁰

⁸OFCE, Policy brief n° 135, septembre 2024 : un retour au ciblage de l'aide unique à l'apprentissage de 2018 dégagerait 6,2 Md€, chiffre que le CAE juge aujourd'hui surévalué depuis la réforme de 2025.

⁹Cour des comptes, *Les finances publiques locales*, rapports 2024 et 2025 : application de la durée légale du travail dans les collectivités (1,3 Md€), massification des achats (1 à 3 Md€), écrêtement des fractions de TVA et de TSCA affectées (1 Md€).

¹⁰Rapport de Boris Ravignon, maire de Charleville-Mézières, sur le coût du millefeuille administratif (2024), repris dans le tableur du Focus n° 124 : 1,5 Md€ par la réduction des doublons et 6 Md€ par la clarification des compétences à l'horizon 2030.

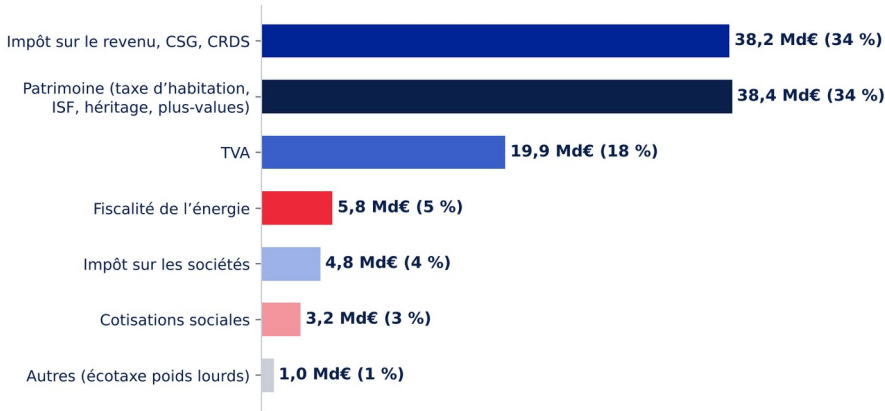
CHAPITRE 4

Les recettes : 111 milliards possibles



Côté recettes, deux familles pèsent les deux tiers du gisement

Gisement de recettes nouvelles recensé par le CAE, chiffrage net pour 2026, en Md€ (total : 111,4 Md€)



Source : CAE, Focus n° 124, « Comment stabiliser la dette publique ? », octobre 2025. Tableau 5.

111,4 Md€

recettes nouvelles chiffrées (30 mesures)

21,8 Md€

taxe d'habitation rétablie sur les résidences principales

≈ 5 Md€

plafond réaliste d'une taxation du patrimoine

L'ESSENTIEL

Les plus gros rendements viennent des impôts larges : CSG (+1 point : 14,6 Md€), TVA (+1 point : 6,0 Md€), impôt sur le revenu (+1 point par tranche : 6,8 Md€), taxe d'habitation (21,8 Md€).

Ces impôts larges pèsent davantage sur les ménages modestes et moyens ; les impôts plus redistributifs rapportent moins.

Les réactions des contribuables peuvent effacer une grande partie du rendement attendu, surtout sur les hauts patrimoines.

Le tableau des recettes

Synthèse des mesures de recettes retenues par le CAE (chiffrage net pour 2026, en Md€)

Mesure	Md€
Impôt sur le revenu, CSG et CRDS (268,0 Md€ en 2024) — 38,2 Md€	
Relever le prélèvement forfaitaire unique (PFU) de 30 % à 33 %*	1,2
Augmenter d'un point le taux de chaque tranche de l'impôt sur le revenu*	6,8
Augmenter d'un point le taux de CSG	14,6
Geler l'indexation du barème de l'impôt sur le revenu	1,8
Plafonner le quotient conjugal des plus hauts revenus (10 000 €)	1,1
Supprimer les demi-parts de quotient familial sans charge effective	2,9

Mesure	Md€
Aligner la CSG des retraités à 8,3 % sur celle des actifs (9,2 %)	1,3
Supprimer des niches sur les revenus du capital (assurance-vie, épargne logement)	0,9
Supprimer l'abattement de 10 % des retraités	4,8
Supprimer l'exonération d'impôt sur les heures supplémentaires	1,8
Supprimer la réduction d'impôt pour investissements productifs outre-mer*	0,3
Plafonner à 2 000 € les dons ouvrant droit au taux normal ; réformer le crédit d'impôt emploi à domicile	0,8
Patrimoine (86,9 Md€) — 38,4 Md€	
Restaurer la taxe d'habitation sur les résidences principales	21,8
Supprimer les abattements pour durée de détention sur les plus-values immobilières	3,6
Rétablir l'ISF tel qu'avant sa suppression	5,0
Héritage : supprimer ou réviser les dispositifs d'allègement	8,0
Impôt sur les sociétés (57,4 Md€) — 4,8 Md€	
Porter le taux d'IS de 25 % à 33,5 %*	4,4
Supprimer le taux de 5 % du crédit d'impôt recherche au-delà de 100 M€	0,4
Énergie (39,1 Md€) — 5,8 Md€	
Supprimer les tarifs réduits d'accises (gaz, gazole, biocarburants, électricité)	4,8
Porter l'accise sur le gaz naturel à 23 €/MWh (+6 €/MWh)	1,0
TVA (206,3 Md€) — 19,9 Md€	
Relever le taux intermédiaire de 10 % à 12,5 %*	2,9
Augmenter le taux normal d'un point (20 % → 21 %)	6,0
Supprimer le taux réduit dans la restauration	4,2
Supprimer le taux réduit sur les billets d'avion*	0,3
Supprimer le taux réduit sur les travaux, hors rénovation énergétique	4,5
Supprimer le taux réduit sur les travaux de rénovation énergétique	2,0
Cotisations sociales (431,1 Md€) — 3,2 Md€	
Relever la contribution de la branche ATMP à la branche maladie	0,8
Réformer les niches sociales des compléments de salaire	2,4
Autres impôts — 1,0 Md€	
Écotaxe poids lourds sur le réseau national non concédé	1,0
Total	111,4

Source : CAE, Focus n° 124, tableau 5. * Chiffrage intégrant la réaction des contribuables.

Effet mécanique, effet comportemental

Le CAE distingue soigneusement ce que rapporterait une hausse d'impôt « à assiette constante » (effet mécanique) et ce qu'elle rapporte vraiment, une fois que les contribuables ont ajusté leurs comportements : report d'opérations, changement de la forme des revenus, optimisation, voire départ.

EN PRATIQUE

Impôt sur le revenu. Un point de plus sur chaque tranche rapporterait 7,6 Md€ mécaniquement, mais 6,8 Md€ une fois les réactions prises en compte (élasticité de 0,40).

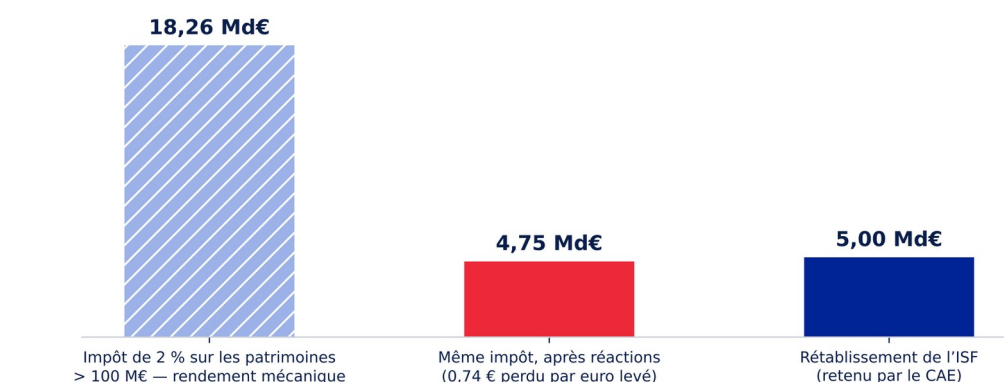
PFU. Passer de 30 % à 33 % sur une assiette de 57 Md€ ne rapporte que 1,2 Md€ : près d'un tiers du rendement mécanique est absorbé par la contraction de l'assiette (élasticité de 0,65).

Hauts patrimoines : l'écart entre le papier et la réalité



Très hauts patrimoines : 18 milliards sur le papier, moins de 5 en réalité

Rendement estimé, en Md€ par an : effet mécanique et effet après réactions des contribuables



Source : CAE, Focus n° 124, « Comment stabiliser la dette publique ? », octobre 2025. Encadré sur la taxation des hauts patrimoines ; Jakobsen et al. (2025).

Le cas de la taxe dite « Zucman » — un impôt de 2 % sur les patrimoines de plus de 100 M€, biens professionnels compris — illustre la difficulté. Son rendement mécanique serait d'environ 18,3 Md€. Mais les travaux sur les pays scandinaves montrent qu'à long terme, 0,74 € est perdu pour chaque euro levé mécaniquement sur le patrimoine : 0,54 € par l'optimisation et les changements d'épargne, 0,20 € par l'exil.¹¹ Le rendement effectif tomberait alors vers 4,75 Md€, avec une forte incertitude dans les deux sens, et un risque de problèmes de liquidité pour certains entrepreneurs. Une étude récente du CAE confirme l'ampleur de ces réactions sur données françaises.¹²

Le CAE en conclut qu'il serait « ambitieux d'espérer un rendement supérieur à 5 Md€ » pour une mesure de taxation du patrimoine. Il retient donc dans sa synthèse le retour de l'ISF, juridiquement plus sûr, pour 5 Md€.

Les niches qui ne remplissent pas leur objet

Plusieurs dépenses fiscales sont jugées peu efficaces : taux réduit de TVA sur les travaux d'amélioration des logements (4,5 Md€), taux de 5 % du crédit d'impôt recherche pour les très grandes dépenses (0,4 Md€). Les allègements de cotisations sur les compléments de salaire (primes de partage de la valeur, heures supplémentaires, protection sociale complémentaire) représentent **18 Md€** de recettes en moins pour la sécurité sociale, pour des effets mal établis ; un rapprochement du droit commun

¹¹Jakobsen et al., *Taxing Top Wealth: Migration Responses and their Aggregate Economic Implications*, 2025 (cité par le Focus n° 124) : à long terme, 0,74 € serait perdu pour chaque euro levé mécaniquement sur le patrimoine.

¹²Laurent Bach, Antoine Bozio, Nicolas Grimpel, Arthur Guillouzoic, Camille Landais et Clément Malgouyres, *Fiscalité du capital : quels sont les effets de l'exil fiscal sur l'économie ?*, Focus du CAE n° 118, juillet 2025.

rapporterait 2 Md€. ¹³ Le tableur reprend aussi la piste d'une suppression des « bandeaux » maladie et famille des allègements généraux (11,4 Md€). ¹⁴

Enfin, la fiscalité environnementale offre des marges : suppression des tarifs réduits d'accises sur les énergies fossiles (4,8 Md€), du taux réduit de TVA sur les billets d'avion (0,3 Md€), écotaxe sur le transport routier de marchandises (1,0 Md€). ¹⁵

¹³Cour des comptes, *Rapport sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale 2024*, chapitre 4, « Les niches sociales des compléments de salaire : un nécessaire rapprochement du droit commun ».

¹⁴Antoine Bozio et Étienne Wasmer, *Les politiques d'exonérations de cotisations sociales : une inflexion nécessaire*, rapport final, octobre 2024. Le tableur du Focus n° 124 en reprend la piste de suppression des bandeaux maladie et famille (11,4 Md€).

¹⁵Cour des comptes, *L'écotaxe poids lourds : un échec stratégique, un abandon coûteux*, rapport public thématique, février 2017 (source du chiffrage repris par le CAE).

CHAPITRE 5

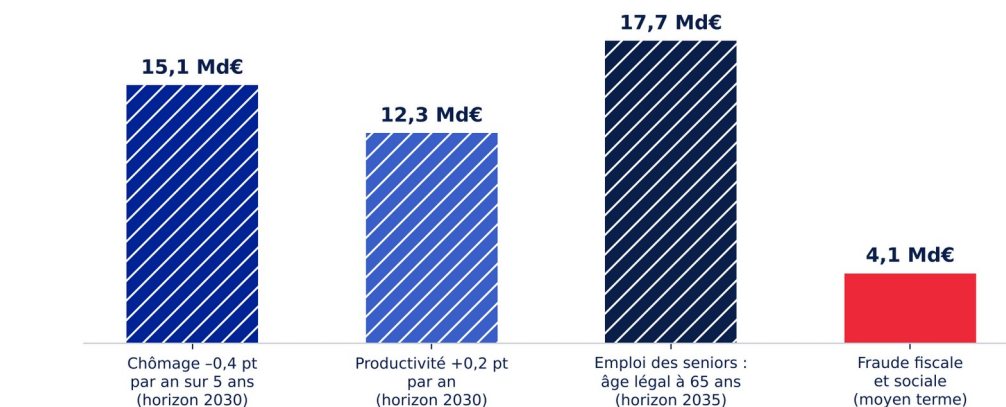
Les réformes : l'emploi rapporte autant que l'impôt



Travailler plus nombreux rapporte autant que bien des hausses d'impôt

Gain annuel pour les finances publiques de réformes structurelles et de la lutte contre la fraude, en Md€

Barres hachurées : projections



Source : CAE, Focus n° 124, « Comment stabiliser la dette publique ? », octobre 2025. Tableaux 6 et 7 ; Cour des comptes (février 2025) pour l'âge légal.

15,1 Md€

chômage -0,4 point par an pendant
5 ans (2030)

12,3 Md€

productivité +0,2 point par an (2030)

4,1 Md€

meilleur recouvrement de la fraude

L'ESSENTIEL

Les réformes structurelles améliorent le solde de 45 Md€ par an à moyen terme, mais leurs effets sont lents et parfois coûteux au départ.

Un point de chômage en moins, c'est 7,6 Md€ par an pour les comptes publics.

La lutte contre la fraude est utile mais ne peut pas être le cœur d'une stratégie : 4 Md€ environ.

Emploi et productivité

Ramener le chômage de 0,4 point par an pendant cinq ans, au rythme observé entre 2015 et 2019, dégagerait jusqu'à **15 Md€ en 2030**, par la baisse des allocations versées et la hausse des prélèvements liés à l'emploi. Une hausse de la croissance de la productivité de 0,1 point en 2026 puis 0,2 point par an rapporterait près de **12 Md€ à l'horizon 2030**. Le CAE prévient : ces gains « ne se décrètent pas », ils dépendent de réformes coûteuses à court terme et n'apparaissent qu'avec retard.

Un point de chômage en moins, c'est 7,6 milliards pour les comptes publics

Effet annuel d'une baisse d'un point du taux de chômage (+300 000 emplois), en Md€



Source : CAE, Focus n° 124, « Comment stabiliser la dette publique ? », octobre 2025. Annexe 1 (calculs CAE à partir de France Travail et du simulateur Urssaf).

Emploi des seniors et âge de départ

Le CAE reprend l'estimation de la Cour des comptes pour un relèvement de l'âge d'ouverture des droits de 64 à 65 ans pour les générations 1964 à 1968 : effet nul à court terme, mais près de **18 Md€** d'amélioration annuelle du solde à l'horizon 2035 (17,7 Md€), dont 11,7 Md€ de recettes supplémentaires liées à la hausse de l'emploi des seniors et 6 Md€ de pensions en moins.¹⁶ Il souligne lui-même les limites de cette réforme en matière d'inégalités, et l'utilise surtout pour illustrer l'enjeu de l'emploi des seniors, l'un des deux grands retards français avec l'emploi des jeunes.¹⁷ À titre de comparaison, la même source estime qu'un retour à 63 ans pour la génération 1964 coûterait 8,8 Md€ de recettes et 4,2 Md€ de dépenses supplémentaires en 2035.

Fraude fiscale et sociale

Les estimations de la fraude vont de 14 à 52 Md€ par an pour la fraude fiscale et de 13 à 16 Md€ pour la fraude sociale. En améliorant de 5 points le taux de recouvrement (TVA, assurance maladie, prestations sociales), le CAE estime le gain à environ 4,1 Md€ par an : 3,3 Md€ côté fiscal, 0,8 Md€ côté social.¹⁸ Un montant « non négligeable » mais limité au regard du besoin, d'autant que les contrôles ont eux-mêmes un coût.

¹⁶ Cour des comptes, *Situation financière et perspectives du système de retraites*, février 2025 (modèle Prisme de la Cnav, hypothèses macroéconomiques de la Direction générale du Trésor).

¹⁷ Antoine Bozio, Jean Ferreira, Camille Landais, Alice Lapeyre, Mariane Modena et Max Molaro, *Objectif « plein emploi » : pourquoi et comment ?*, Focus du CAE n° 110, mars 2025.

¹⁸ Haut Conseil du financement de la protection sociale (HCFiPS), *La lutte contre la fraude sociale*, 2024 ; Cour des comptes, *La détection de la fraude fiscale des particuliers*, 2023. Les estimations de fraude retenues par le CAE vont de 14 à 52 Md€ (fiscale) et de 13 à 16 Md€ (sociale).

CHAPITRE 6

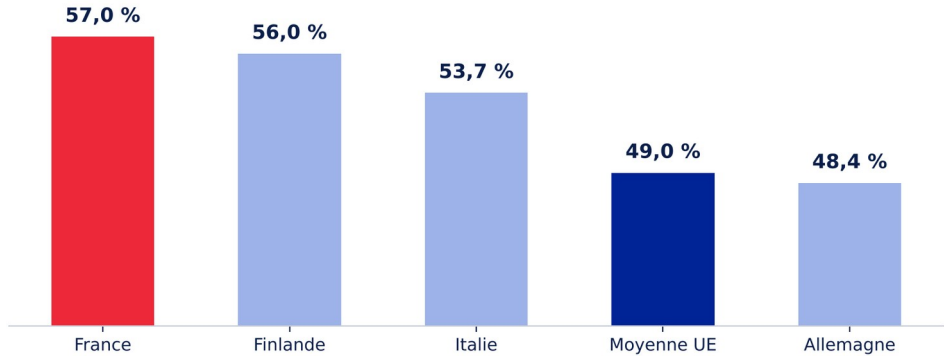
Les choix : ce que disent l'Europe et l'OCDE



La France a la dépense publique la plus élevée de l'Union européenne

Dépense publique totale en 2023, en % du PIB

Axe tronqué à 40 %



Source : CAE, Focus n° 124, « Comment stabiliser la dette publique ? », octobre 2025. Encadré 5, d'après Eurostat.

57,0 %

dépense publique de la France en 2023,
en % du PIB

49,0 %

moyenne de l'Union européenne

+2,7 pts

écart de dépense de retraite avec l'UE,
en % du PIB

L'ESSENTIEL

La France dépense plus que ses voisins dans la plupart des postes, surtout les retraites, la santé et la protection sociale.

En structure, l'écart avec la moyenne européenne dépasse rarement un point de dépense publique, sauf pour les retraites et la protection sociale hors vieillesse.

Les coupes dans l'éducation et l'investissement public sont les plus néfastes pour la croissance de long terme.

Où la France dépense-t-elle davantage ?

En 2023, la dépense publique française atteint 57,0 % du PIB, le niveau le plus élevé de l'Union, devant la Finlande (56,0 %) et l'Italie (53,7 %) ; la moyenne européenne est de 49,0 % et l'Allemagne de 48,4 %. Trois postes dominant : vieillesse et dépendance (25,3 % de la dépense), santé (20,5 %), enseignement (8,7 %).

Poids des postes de dépense en France et écarts avec nos voisins (2023)

Poste	% de la dépense	% du PIB	Écart UE	Écart Allemagne	Écart Italie	Écart pays nordiques
Vieillesse et dépendance	25,3	14,5	+1,1	+1,9	-4,5	+6,1
Santé, maladie et invalidité	20,5	11,6	0	-2,0	+5,4	-4,7
Affaires économiques, environnement, logement, culture	17,5	9,9	-0,4	+1,3	-4,6	+2,7

Poste	% de la dépense	% du PIB	Écart UE	Écart Allemagne	Écart Italie	Écart pays nordiques
Services généraux et fonctions régaliennes	13,9	8,1	−0,6	−2,3	+1,8	−1,3
Protection sociale hors vieillesse	10,8	6,0	+1,3	+0,3	+4,5	−0,6
Enseignement	8,7	5,0	−0,9	−0,5	+1,4	−3,4
Charges d'intérêt	3,2	1,8	−0,4	+1,2	−3,8	+1,4

Source : CAE, Focus n° 124, tableau 8, d'après Eurostat. Écarts en points de pourcentage de la dépense publique totale.

Le CAE invite à manier ces comparaisons avec prudence : elles reflètent des choix de société. Le niveau élevé des retraites françaises découle d'un régime par répartition, différent du modèle beveridgien de plusieurs pays nordiques. Les écarts ne justifient pas mécaniquement une coupe ; ils éclairent nos priorités.

Croissance et inégalités : tous les instruments ne se valent pas

S'appuyant sur l'OCDE,¹⁹ le CAE rappelle que le choix des instruments compte autant que le montant. Les coupes dans l'éducation ont un effet négatif sur la croissance et sur les inégalités, à court comme à long terme. Les coupes dans l'investissement public pèsent sur la croissance à court et à long terme. À l'inverse, la réduction des subventions ou la maîtrise des pensions peuvent être favorables à la croissance de long terme ; les impôts sur la propriété autres que la taxe foncière réduisent les inégalités.

Effets des instruments de consolidation (synthèse OCDE)

Instrument	Croissance court terme	Croissance long terme	Inégalités court terme	Inégalités long terme
Baisse des dépenses d'éducation	--	--	−	--
Baisse de l'investissement public	--	--		
Baisse des subventions	−	++	+	+
Maîtrise des pensions de retraite		++		
Baisse des prestations familiales	−	−	--	--
Hausse de l'impôt sur le revenu	−	--	+	+
Hausse des taxes environnementales	−	+(bien-être)	−	
Hausse des autres impôts sur la propriété			++	+

Source : OCDE (2013), Economic Policy Paper n° 7, repris par le CAE, Focus n° 124, tableau 9. « + » : effet favorable ; « − » : effet défavorable.

Le CAE cite enfin l'exemple du Portugal, qui a mené une consolidation ambitieuse sans aggraver les inégalités à moyen terme, à rebours des ajustements imposés à l'Europe du Sud après 2008.

CONVICTION

« Redresser les comptes ne veut pas dire raboter partout : cela veut dire choisir, et protéger ce qui prépare l'avenir. »

¹⁹OCDE, *Choosing Fiscal Consolidation Instruments Compatible with Growth and Equity*, Economic Policy Paper n° 7, juillet 2013, d'après les travaux de Cournède et Barbiero (2013) et de Cournède, Goujard et Pina (2013).

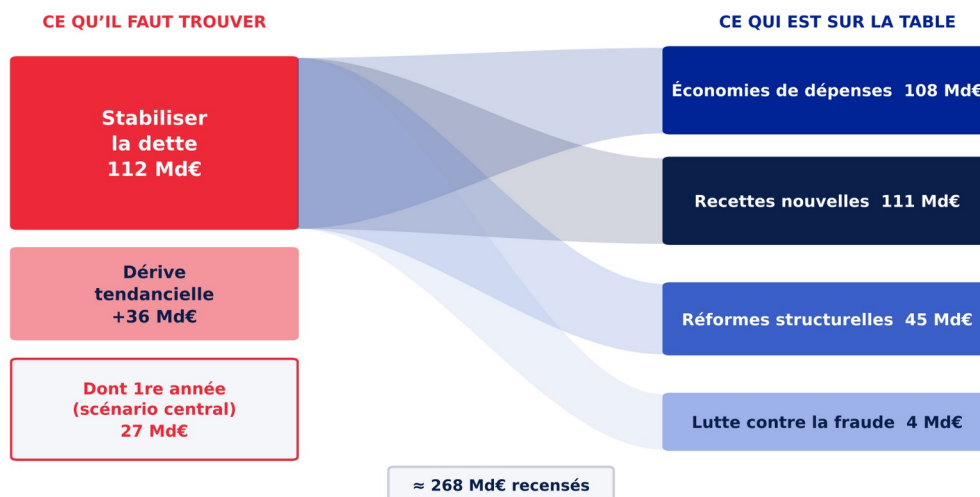
CHAPITRE 7

Ce que le Projet 2027 en retient



Le CAE recense près de deux fois plus de leviers que le besoin

Schéma de principe, en Md€ : besoin de consolidation et gisement recensé (horizons et méthodes hétérogènes)



Source : CAE, Focus n° 124, « Comment stabiliser la dette publique ? », octobre 2025. Mise en forme Élysée Conseils.

≈ 73 Md€

leviers convergents avec nos positions arrêtées

≈ 39 Md€

restant à arbitrer pour atteindre 112 Md€

6,8 Md€

dépenses nouvelles déjà chiffrées (PME, service national)

L'ESSENTIEL

Le Focus n° 124 devient la référence budgétaire commune à tous les chapitres du Projet 2027.

Une large part du chemin passe par des leviers que le programme a déjà choisis pour d'autres raisons.

Le dernier tiers relève d'arbitrages que chaque chapitre devra assumer et chiffrer.

▶ À VOUS DE JOUER

Le CAE a mis en ligne un simulateur : choisissez vos leviers un par un — économies, impôts, réformes — et voyez si vous atteignez les 112 milliards. À vous d'arbitrer !

[Ouvrir le simulateur du CAE](#) · [Lire le Focus n° 124 et télécharger son tableur](#)Adresse du simulateur : claude.ai/public/artifacts/74cd0701-a4f0-499e-a409-cae1da524ee4

Une méthode : le CAE comme référence commune

Jusqu'ici, chaque chapitre du Projet 2027 chiffrait ses propositions avec ses propres sources. Le Focus n° 124 offre une base commune, publique et reproductible. Nous proposons d'en faire la grille de référence : pour chaque mesure du programme qui touche aux finances publiques, indiquer la ligne correspondante du tableur du CAE, son montant et l'écart éventuel avec notre propre proposition.

Les leviers qui rejoignent nos positions

Plusieurs leviers recensés par le CAE rejoignent des choix déjà arrêtés dans les chapitres du programme. Le tableau ci-dessous les rapproche, en indiquant le chapitre concerné.

Leviers du CAE convergents avec le Projet 2027

Levier du Focus n° 124	Md€ (horizon)	Position du Projet 2027
Restaurer la taxe d'habitation sur les résidences principales	21,8 (2026) ; 9,3 si limitée aux 20 % les plus aisés	Chapitres Millefeuille et Logement : rétablir la taxe d'habitation, qui incite les communes à densifier. Le gain pour l'État vient de la fin des compensations versées aux collectivités.
Réduire les doublons et clarifier les compétences (rapport Ravignon)	1,5 + 6,0 (2030)	Chapitre Millefeuille : « une compétence, un responsable, un euro », suppression de tous les doublons, aucune strate supprimée.
Massifier les achats et mutualiser les circuits des collectivités	1,0 → 3,0 (2030)	Mutualisation au choix des communes, sans seuil imposé, en lien avec les centres de gestion.
Prévention, dépenses évitables, virage ambulatoire	7,9 (2030)	Chapitre Santé « Prévenir plutôt que guérir ».
Baisse du chômage de 0,4 point par an	15,1 (2030)	Chapitres PME (plan d'urgence) et Fonction publique (France Travail opérateur de placement).
Hausse de la productivité	12,3 (2030)	Chapitres Économie, PME et Éducation : capital humain, investissement plutôt que soutien à la consommation.
Lutte contre la fraude fiscale et sociale	4,1 (moyen terme)	Piste à relier au volet sécurité numérique de l'État (registre central des habilitations).
Écotaxe poids lourds	1,0	Chapitre Énergie : report du fret routier vers le rail électrifié.
Fin des taxes affectées aux CCI-CMA et des dotations à Bpifrance	0,8	Doctrine « fin des subventions, l'État devient actionnaire » : à réexaminer dans ce cadre. ²⁰

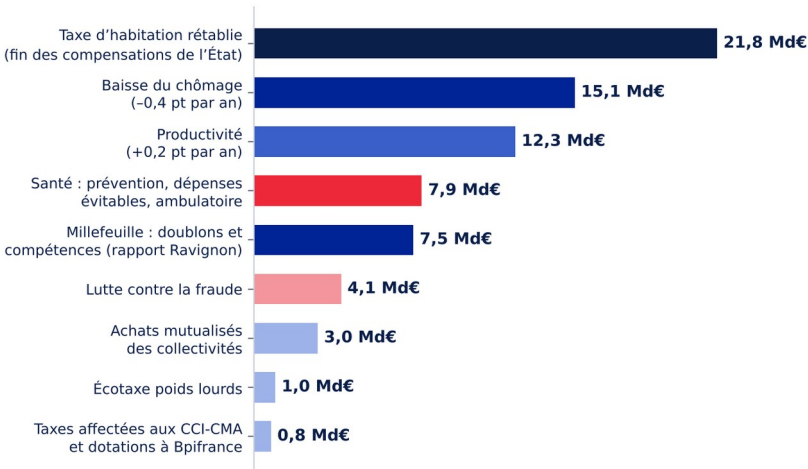
Source : Élysée Conseils, d'après le Focus n° 124 du CAE et son tableau ; positions issues des chapitres du Projet 2027 (2026).



Les leviers proches du Projet 2027 couvrent les deux tiers du besoin

Leviers du Focus n° 124 convergents avec des positions déjà arrêtées du programme, en Md€ (horizon 2030, ordres de grandeur)

Total ≈ 73 Md€ sur 112 Md€ : il reste ≈ 39 Md€ à arbitrer



Estimation Élysée Conseils à partir du Focus n° 124 du CAE et de son tableau de données (octobre 2025). Ordres de grandeur non additionnables strictement.

²⁰Inspection générale des finances, revue de dépenses sur les aides aux entreprises, 2024 (suppression de l'affectation des taxes aux chambres consulaires et des dotations à Bpifrance : 0,8 Md€).

À SAVOIR • LIMITES DE CETTE ESTIMATION

Le total d'environ 73 Md€ est une **estimation Élysée Conseils**. Il additionne des montants de nature et d'horizon différents (2026 pour la taxe d'habitation, 2030 pour la plupart des autres, gains structurels incertains pour l'emploi et la productivité). Il donne un ordre de grandeur, pas une trajectoire.

La taxe d'habitation pèse à elle seule 21,8 Md€ : la version limitée aux 20 % des ménages les plus aisés (9,3 Md€) ramènerait le total vers 61 Md€.

Les leviers que le programme traite autrement

Certains leviers du CAE poursuivent un objectif que le Projet 2027 partage, mais par une autre voie :

- **Retraites.** Plutôt qu'un report de l'âge légal (17,7 Md€ en 2035) ou un gel de l'indexation (2,6 Md€ en 2026, 15,7 Md€ en 2030), le chapitre Retraites retient un régime universel par points avec ajustement automatique à l'espérance de vie, et des subventions d'équilibre rendues explicites. Le CAE a montré, dans un autre Focus, que cette séparation réduirait de 28,9 Md€ la dépense affichée des retraites de l'État, à solde inchangé.²¹ Le rendement de notre réforme reste à chiffrer sur la même base que le CAE.
- **Collectivités.** Le gel en volume de leur budget (3,9 Md€ en 2026, 19,4 Md€ en 2030) est une règle imposée d'en haut ; notre doctrine privilégie l'incitation, la clarification des compétences et la responsabilité fiscale retrouvée avec la taxe d'habitation.
- **Éducation.** Le CAE recense une baisse de la dépense éducative proportionnelle à la baisse démographique (0,4 Md€ en 2026, 3,4 Md€ en 2030). Le chapitre Éducation conserve au moins la moitié des postes libérés par la démographie pour réduire la taille des classes : une partie seulement de ce « dividende » est donc mobilisable, le reste finançant le plan éducatif, conformément aux travaux plus récents du CAE.²² C'est aussi le sens de la mise en garde de l'OCDE sur les coupes dans l'éducation.
- **Énergie.** Le chapitre Énergie prévoit un prix plancher des carburants par une accise variable, dont les recettes sont fléchées vers la transition. Les recettes d'accises recensées par le CAE (4,8 Md€) ne peuvent donc pas être comptées deux fois : elles relèvent de ce fléchage.

Les leviers qui restent à arbitrer

Pour atteindre 112 Md€, il restera environ 39 Md€ à trouver parmi des leviers sur lesquels le programme n'a pas encore tranché. Les principaux, par ordre de rendement :

Principaux leviers à arbitrer (pistes en construction)

Levier	Md€	Point d'attention
Hausse d'un point de CSG	14,6	Rendement élevé, effort large sur tous les revenus
Niches sociales des compléments de salaire (régimes dérogatoires)	jusqu'à 18	Effets sur l'emploi peu étayés selon la Cour des comptes
Allègements généraux : suppression des bandeaux maladie et famille	11,4	À relier au chapitre PME (coût du travail)

²¹Hélène Paris, *Retraites des fonctionnaires d'État : pas de déficit caché mais un coût salarial surévalué*, Focus du CAE n° 121, septembre 2025 : la séparation entre cotisation employeur « normale » et subvention d'équilibre réduirait de 28,9 Md€ (2023) la dépense affichée, à solde inchangé.

²²Clio Dintilhac, Guillaume Houzel et Xavier Jaravel, *Éducation : un plan d'action pour rattraper le retard français*, Les Notes du CAE n° 93, septembre 2026 : un bouquet de mesures de 3,8 Md€ par an en 2035, financé par la baisse des effectifs (« dividende démographique » d'au moins 5 Md€ par an).

Levier	Md€	Point d'attention
Héritage : allègements (assurance-vie, pacte Dutreil, démembrement)	8,0	À relier au chantier héritage et donation
Hausse d'un point du taux normal de TVA	6,0	Effet anti-redistributif
Participation des assurés (complémentaires, ALD, dispositifs médicaux)	5,5	Chapitre Santé : reste à charge encore à traiter
Rétablissement de l'ISF ou impôt plancher sur les hauts patrimoines	≈ 5	Rendement plafonné par les réactions des contribuables
Abattement de 10 % des retraités	4,8	Équité entre actifs et retraités
Taux réduits de TVA (restauration, travaux)	4,2 + 4,5	Effets sur l'emploi des secteurs concernés
Subventions à l'enseignement privé (75 % → 50 %)	3,5	Contrepartie : hausse des frais de scolarité

Source : CAE, Focus n° 124 et tableur de données. Liste non exhaustive, donnée à titre d'exemple.

Ce que coûte déjà le programme

Le cadrage doit aussi intégrer les dépenses nouvelles que le Projet 2027 a déjà chiffrées : le plan d'urgence pour les PME (0,8 Md€ la première année, 1,8 Md€ en régime de croisière) et le service national (environ 5 Md€ par an en croisière). Soit **6,8 Md€ par an** à financer en plus des 112 Md€, avant les chapitres encore en cours de chiffrage. Le plan éducatif s'inscrit, lui, dans le dividende démographique.

LA PROPOSITION

- 1. Adopter le cadre du CAE.** Le Projet 2027 retient la cible de 112 Md€ sur six ans, avec un effort d'environ 27 Md€ la première année, comme contrainte commune à tous ses chapitres.
- 2. Une règle de gage.** Toute dépense nouvelle du programme est gagée sur un levier identifié du tableur du CAE ou sur une économie chiffrée équivalente.
- 3. Commencer par les leviers convergents.** Taxe d'habitation, millefeuille, mutualisation, prévention, emploi, productivité, fraude : environ 73 Md€ d'ordre de grandeur.
- 4. Arbitrer le reste au grand jour.** Chaque chapitre (retraites, santé, fiscalité, PME) précise ses choix parmi les leviers restants, avec leurs effets sur la croissance et les inégalités.
- 5. Protéger l'avenir.** Éducation et investissement productif sont exclus des coupes générales, conformément aux travaux de l'OCDE repris par le CAE.
- 6. Évaluer et ajuster.** Chaque mesure porte une clause de revue à 12-24 mois et une sortie progressive si elle ne tient pas ses promesses (méthode agile du programme), et le tendanciel est publié chaque année.

QUESTIONS FRÉQUENTES

Les objections et nos réponses

Pourquoi ne pas simplement attendre la croissance ?

Parce que le CAE montre que, tant que l'ajustement n'est pas fait, la dette continue de croître en part du PIB, sauf surprise forte sur l'inflation ou la croissance. La croissance aide — c'est pourquoi nous misons sur l'emploi et la productivité, qui rapportent 27 Md€ à l'horizon 2030 — mais elle ne remplace pas les choix.

112 milliards, n'est-ce pas un tour de vis insupportable ?

Nous parlons d'arbitrages. L'effort est étalé sur six ans et le CAE recense deux fois plus de leviers que nécessaire : il est possible de choisir ceux qui préservent la croissance et l'équité, et d'épargner l'éducation et l'investissement.

Rétablir la taxe d'habitation, n'est-ce pas un impôt de plus ?

C'est une recette rendue aux communes, qui retrouvent un lien fiscal avec leurs habitants et une raison d'accueillir de nouveaux logements. Pour l'État, le gain vient de la fin des compensations qu'il verse aujourd'hui. Son périmètre (toutes les résidences principales ou seulement les ménages aisés) reste à arbitrer : de 9,3 à 21,8 Md€.

Pourquoi ne pas tout financer en taxant les plus riches ?

Parce que les réactions des contribuables réduisent fortement le rendement : le CAE juge « ambitieux » d'espérer plus de 5 Md€ d'une taxation du patrimoine. C'est utile pour l'équité, insuffisant pour l'équilibre.

La lutte contre la fraude ne suffirait-elle pas ?

Non. Même avec un meilleur recouvrement, le gain est estimé à environ 4 Md€ par an. Il faut le chercher, mais il ne peut pas être le cœur d'une stratégie.

Ces chiffres datent de 2025 : sont-ils encore valables ?

Les ordres de grandeur, oui ; les montants exacts devront être actualisés avec les comptes 2026 et le budget en vigueur au moment de l'élection. Le CAE annonce lui-même des mises à jour régulières de son tableur.

CONCLUSION

Un budget qui dit la vérité

Le Focus n° 124 du Conseil d'analyse économique rend un service rare au débat public : il met sur la table, chiffre par chiffre, ce qu'il faut trouver et où on peut le trouver. Il ne dit pas quoi choisir. C'est le rôle d'un programme.

Le Projet 2027 fait le choix de s'y soumettre. Non par goût de la contrainte, mais parce qu'un pays qui emprunte plus cher que la Grèce ou le Portugal n'a plus le luxe des promesses sans financement. Une large part du chemin passe par des réformes que nous défendons pour elles-mêmes : des communes responsables de leurs ressources, un État débarrassé de ses doublons, une santé tournée vers la prévention, plus de Français au travail. Le reste exige des arbitrages, que nous préférons assumer devant les Français plutôt que de les laisser aux marchés.

Ce document est un document de travail ouvert. Il sera enrichi au fil des chapitres, à mesure que chacun précisera ses choix et son chiffrage sur la même base.

Philippe Agnelli, président d'Élysée Conseils

ANNEXE 1

L'inventaire complet des leviers du CAE

Les tableaux qui suivent reprennent l'ensemble des mesures du tableur publié par le CAE avec le Focus n° 124. Les intitulés sont ceux du CAE, parfois abrégés ; les sources sont indiquées telles que le CAE les cite. Les montants sont des ordres de grandeur en Md€ et ne s'additionnent pas strictement : certaines mesures sont des variantes l'une de l'autre.

A. Mesures de dépenses budgétaires

Mesure	2026	2030	Source
Mesures transversales			
Gel de la dépense en volume	13,07		PLF 2026, Plafonds de dépenses du projet de loi de finances pour 2026
Année blanche : gel simultané des pensions de retraites, des prestations sociales et du barème de l'impôt sur le revenu	5,7		IPP, Chapitre 2 "Effets budgétaires et redistributifs des mesures s...
Masse salariale fonction publique			
Augmenter le délai de carence dans la fonction publique à 2 jours	0,17		IGF-IGAS, Revue de dépenses relative à la réduction des absences da...
Augmenter le délai de carence dans la fonction publique à 3 jours	0,29		IGF-IGAS, Revue de dépenses relative à la réduction des absences da...
Supprimer 11000 postes FPE et 19*000 postes FPT soit 0,5% des postes	0,74	4,44	Calcul CAE
Total Administrations publiques centrales			
Gel en volume du budget général de l'État hors charges de la dette	6,86	34,29	PLF 2026, Plafonds de dépenses du projet de loi de finances pour 20...
Emploi et activité			
Réforme des aides à l'apprentissage : revenir au ciblage de l'aide unique de 2018	6,2		OFCE, Policy brief n°135, septembre 2024
Réforme des aides à l'apprentissage : mettre fin à l'embauche pour les employeurs d'apprentis de niveaux 6 et 7 (bac +3 et plus) pour les entreprises de + de 250 salariés	0,55		IGF, "Revue des dépenses publiques d'apprentissage et de formation...
Réforme des aides à l'apprentissage : réduire le niveau de prise en charge (NPEC) par l'Etat de 100 à 90% pour les niveaux 6 et 7	0,4		IGF, "Revue des dépenses publiques d'apprentissage et de formation...
Réforme des aides à l'apprentissage : mettre en place de ticket modérateur	0,19		IGF, "Revue des dépenses publiques d'apprentissage et de formation...
Logement et rénovation énergétique			
Supprimer le dispositif MaPrimeRénov'	2,1		Agence nationale de l'habitat (ANAH), Bilan MPR 2024 ; Ministère du...
Cibler le dispositif MaPrimeRénov' sur les rénovations d'ampleur et les sorties de passoire énergétique	0,9		Agence nationale de l'habitat (ANAH), Bilan MPR 2024 ; Ministère du...
Diminution forfaitaire des aides au logements (APL) de 5€	0,06		Projet annuel de performance du Programme 109 et "Fiche 37, Les aid...
Conditionner les aides au logement aux ressources parentales : Seuil de revenu net global abattu par part fiscale de 18 920€	0,55		DREES, "Évaluer l'effet des réformes socio-fiscales concernant les...

Mesure	2026	2030	Source
Conditionner les aides au logement aux ressources parentales : Seuil de revenu net global abattu par part fiscale de 39 020€	0,82		DREES, "Évaluer l'effet des réformes socio-fiscales concernant les..."
Éducation			
Diminuer les subventions à l'enseignement privé de 75% à 50% en contrepartie d'une hausse des frais de scolarité	3,5		Rapport Assemblée Nationale novembre 2024
Augmenter de manière uniforme le coût de la licence à 730€, du master à 887€ et du doctorat à 1380€	0,46		Cour des comptes (2018), Les droits d'inscription dans l'enseigne...
Diminuer la dépense éducative en proportion de la baisse démographique	0,4	3,4	DEPP, bases DIAPRE 2015 et 2024 (écoles publiques hors ULIS), calcu...
Loisirs et culture			
Supprimer la part individuelle du pass culture	0,08		Cour des Comptes, Rapport public thématique "Premier bilan du pass..."
Autres : environnement, transports, agriculture, entreprises			
Suppression de l'affectation des taxes aux Chambres de commerce et d'industrie/ Chambres de métiers et de l'artisanat et des dotations à la BPI	0,8		IGF, Revue de dépenses : les aides aux entreprises, mars 2024
Décaler le versement de subventions à des associations et réduire le montant des dispositifs ayant connu de fortes hausses de 2019 à 2023 (P104, OFII, P163)	0,6		IGF : Revue des dépenses publiques en direction des associations 2025
Ramener a minima les autorisations d'engagements de la mission Agriculture au niveau des plafonds de la LPFP 2023-2027 (plan protéines végétales, plan haies)	0,54		Cour des Comptes, Les mesures d'aides exceptionnelles : une sortie...
Masse salariale fonction publique			
Supprimer 29 000 postes de la fonction publique d'État pendant 4 ans	0,68	2,7	Institut Montaigne
Total Administrations de sécurité sociale			
Assurance chômage			
Réforme de l'assurance chômage : réduire la période de référence d'affiliation (PRA) de 24 à 20 mois	0,38	1,9	France Travail
Réforme de l'assurance chômage : augmenter la condition minimale d'affiliation	0,4	0,8	France Travail
Santé			
Augmenter la prise en charge des complémentaires santé	1	1,5	Cour des Comptes (2025) L'ONDAM
Augmenter la participation des assurés sur les médicaments à faible service médical, les cures thermales et les frais de transport et d'hébergement hors affection de longue durée	0,4		Cour des Comptes (2025) L'ONDAM
Affections de longue durée : assujettir les indemnités journalières à l'IR, introduire un ticket modérateur de 2 %, recentrage des critères d'ALD	3,4	3,4	IGF (2024) Revue des dépenses Affections de longue durée
Augmenter la participation des assurés sur les dispositifs médicaux : franchise de 1 € (plafond rehaussé à 50 € voire mutualisé avec la franchise sur les médicaments)	0,3		IGF (2024) Dispositifs médicaux
Augmenter la participation des assurés sur les dispositifs médicaux : hausse de 10 pts du ticket modérateur	0,37		IGF (2024) Dispositifs médicaux

Mesure	2026	2030	Source
Réduire la progression des dépenses de transport sanitaire : Transfert des dépenses aux établissements de santé (pour celles qui y sont prescrites), renforcement des contrôles	0	0,3	Cour des Comptes (2025) L'ONDAM
Poursuivre la baisse des prix des produits de santé et accentuer les actions en faveur du bon usage	0,53	2,65	Cour des Comptes (2025) L'ONDAM
Pertinence de la tarification : assurer une régulation compatible avec la soutenabilité de notre système de santé	1,2	6	Rapport charges et produits - Propositions de l'Assurance Maladie p...
Hôpital : poursuivre le virage ambulatoire	0,8	0,8	Cour des Comptes (2025) L'ONDAM
Hôpital : restructurer les services hospitaliers qui ne présentent pas de garanties suffisantes de qualité et de sécurité des soins	0	1,2	Cour des Comptes (2025) L'ONDAM
Organisation des parcours et du lien ville-hôpital : mieux prendre en charge les pathologies chroniques	0,2	2	Rapport charges et produits - Propositions de l'Assurance Maladie p...
Optimiser la gestion des établissements de santé : étendre le programme de performance hospitalière, maintenir son rendement dans le public, optimiser la gestion de l'encours de dette, renforcer l'encadrement des rémunérations de personnel intérimaire	0,6	0,6	Cour des Comptes (2025) L'ONDAM
Réduire les dépenses évitables : développer les bonnes pratiques, comparer les territoires dans l'objectif d'identifier les dépenses atypiques	1,4	2,8	Cour des Comptes (2025) L'ONDAM
Déployer à large échelle une politique de sécurisation des prescriptions et de responsabilisation de l'ensemble des acteurs du système	0,8	4	Rapport charges et produits - Propositions de l'Assurance Maladie p...
Limiter les hospitalisations évitables pour maladies respiratoires	0,05	0,1	Cour des Comptes (2025) L'ONDAM
Limiter le nombre de nouveaux patients en insuffisance rénale chronique terminale par une meilleure anticipation des évolutions de cette maladie	0,1	0,2	Cour des Comptes (2025) L'ONDAM
Réduire les tarifs de remboursement des dialyses en centres et unités médicalisées	0,1		Cour des Comptes (2025) L'ONDAM
Prévenir les chutes des personnes âgées (et les décès induits)	0,4	1,2	Cour des Comptes (2025) L'ONDAM
Réduire de 30% les événements indésirables graves en établissement de santé	0,25	2,7	Cour des Comptes (2025) L'ONDAM
Arrêts maladies : réduire la prise en charge des indemnités journalières d'arrêt maladie par la Sécurité sociale	0,5		Cour des Comptes (2025) L'ONDAM
Ajuster les dispositifs de prise en charge des indemnités journalières	0,3	2	Rapport charges et produits - Propositions de l'Assurance Maladie p...
Prévenir les phénomènes de rentes et d'optimisation financière en baissant les tarifs des secteurs présentant de très hauts niveaux de rentabilité	0,4	2	Rapport charges et produits - Propositions de l'Assurance Maladie p...
Retraites			
Geler l'indexation annuelle des retraites de base sur l'inflation (hypothèse de 1,75% par an)	4		Institut Montaigne, "Finances publiques : la fin des illusions", oc...
Geler l'indexation des retraites de base sur l'inflation pour 2026 hypothèse de 1,3% d'inflation en 2025 puis hypothèses du gouvernement jusqu'en 2030)	2,6	15,7	IPP : "Effets budgétaires et redistributifs des mesures socio-fisca...
Geler l'indexation des retraites de base et complémentaires sur l'inflation pour 2026 (hypothèse de 1,3% d'inflation pour la première année)	3,9	23,6	Calculs du CAE, sur la base des chiffres de l'IPP ("Effets budgét...
Désindexer les pensions au dessus de 2000€	2,5		Sénat, Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 202...

Mesure	2026	2030	Source
Lutte contre la fraude			
Renforcer la lutte contre la fraude à l'assurance maladie	0,23	1,5	Cour des Comptes (2025) L'ONDAM
Renforcer la lutte contre la fraude sociale (hors assurance maladie) : fraude aux prestations de la Cnaf, des retraites et de l'assurance chômage	0,25		HCFIPS (2024) Lutte contre la fraude sociale
Prestations sociales			
Cibler les allocations familiales : supprimer la modulation du montant versé aux ménages percevant des revenus supérieurs à 5,2 SMIC	0,5		Rapport Assemblée Nationale n°1473
Geler l'indexation des prestations sociales	1,3	7,9	IPP, Chapitre 2 "Effets budgétaires et redistributifs des mesures s...
Total Administrations publiques locales			
Réduire les doublons administratifs liés à la multiplicité des échelons	0	1,5	Rapport Ravignon 2024 sur le coût du millefeuille administratif
Clarifier les responsabilités et les compétences entre les différents niveaux d'administration territoriale	0	6	Rapport Ravignon 2024 sur le coût du millefeuille administratif
Généraliser la massification des achats et de la mutualisation des circuits entre les collectivités	1	3	Cour des comptes (2024) Les finances publiques locales fascicule 2...
Fixer un objectif pluriannuel d'évolution des transferts financiers de l'Etat et assurer son respect en majorant le montant des réductions des "variables d'ajustement" dans les LFI annuelles	0,2		Cour des comptes (2024) Les finances publiques locales fascicule 2
Ecrêter les recettes de TVA et TSCA affectées aux collectivités pour les réaffecter au budget de l'Etat	1		Cour des comptes (2024) Les finances publiques locales fascicule 2
Geler les dotations de l'Etat aux collectivités	1		Cour des comptes (2025) Les finances publiques locales fascicule 1
Transports en commun : augmenter la contribution financière des usagers à 30% de transports en commun	1,1		Rapport d'information sénatorial "Mode de financement des AOM", jui...
Supprimer les financements à des associations n'entrant pas dans les compétences obligatoires ou partagées des départements ou des régions	0,45		IGF : Revue des dépenses publiques en direction des associations 2025
Geler en valeur la dotation globale de fonctionnement	0,85		PLF 2025, Calcul CAE
Geler en volume la dotation globale de fonctionnement	0,49		PLF 2025, Calcul CAE
Geler en valeur l'ensemble des transferts de l'État aux collectivités locales	3,41		Direction du Budget, Calcul CAE
Geler en volume l'ensemble des transferts financiers de l'État aux collectivités locales	1,96		Direction du Budget, Calcul CAE
Geler en valeur le budget APUL hors charges de la dette	6,72		Cour des Comptes - Les finances publiques locales Fascicule 1, Calc...
Geler en volume le budget des collectivités locales hors charges de la dette	3,87	19,36	Cour des Comptes - Les finances publiques locales Fascicule 1, Calc...
Masse salariale fonction publique territoriale			
Appliquer la durée légale du travail (sauf exceptions justifiées) pour permettre aux collectivités de réduire leurs effectifs de 2,7% soit 52 000 agents	1,3		Cour des comptes (2024) Les finances publiques locales fascicule 2
Supprimer 100 000 emplois (5,5%) par le non-remplacement d'une partie des agents des collectivités territoriales partant à la retraite	0	4,1	Cour des comptes (2024) Les finances publiques locales fascicule 2

Source : CAE, tableur de données du Focus n° 124 (« 20251017-Revue-recettes-depenses-def.xlsx »), octobre 2025. Montants en Md€ ; un astérisque dans le tableur signale un chiffrage reconductible.

B. Mesures de recettes

Mesure	2026	Source
Total Administrations publiques centrales		
Impôt sur les sociétés		
Lutter contre la manipulation des prix de transfert	4,6	CAE (2019) : "Fiscalité internationale des entreprises : quelles ré...
Augmenter le taux d'imposition sur les sociétés (IS) de 25% à 33,5%	4,4	Laurent Bach (2024) : "L'impôt sur les sociétés fait-il recette ?",...
TVA		
Relever le taux intermédiaire de 10% à 12,5 %	2,91	CPO (2023) La TVA, un impôt à recentrer sur son objectif de rendement
Abaissier le plafond de franchise (division par deux)	2,2	CPO (2015) TVA - RP n°6
Augmenter le taux normal de TVA d'un point	6	Chiffre retenu : Effets de moyen terme d'une hausse de TVA sur le n...
Augmenter d'un point de tous les taux de TVA	8,2	IPP, "Effets budgétaires et redistributifs des mesures socio-fiscales"
Impôt sur le patrimoine		
Supprimer l'exonération de l'impôt sur les plus-values immobilières pour les résidences principales	1	CPO (2018) Fiscalité du capital
Supprimer les abattements sur les plus-values immobilières pour durée de détention	1,74	Assemblée nationale (2023) Fiscalité du patrimoine citant CPO (2018...
Plafonner l'abattement de l'impôt sur la fortune immobilière pour la résidence principale à 600 000 €	0,03	Assemblée nationale (2023) Rapport d'information sur la fiscalité d...
Impôt minimum sur les hauts patrimoines financiers : établir un taux d'imposition de 2% sur les patrimoines supérieurs à 100 M€ (taxe Zucman)	4,8	World Inequality Lab Taxing Top Wealth: Migration Responses and the...
Rétablir l'ISF selon les mêmes modalités qu'avant sa suppression	5	France Stratégie, Comité d'évaluation des réformes de la fiscalité...
Restaurer la taxe d'habitation pour les 20% les plus aisés	9,3	Note d'exécution budgétaire 2021 et 2023 "Recettes fiscales" ; Cour...
Restaurer la taxe d'habitation sur les résidences principales	21,8	Note d'exécution budgétaire 2021 et 2023 "Recettes fiscales" ; Cour...
Impôt sur le revenu		
Augmenter le taux de prélèvement forfaitaire unique (PFU) de 30% à 33%	1,2	Calcul CAE avec élasticité
Majorer le taux de prélèvement forfaitaire unique (PFU) à 35% sur les hauts revenus	0,5	Institut Montaigne, repris dans un amendement au PLF 2024 (octobre...
Supprimer le prélèvement forfaitaire unique	3,2	Institut Montaigne, programme du NFP législatives 2024
Supprimer le prélèvement forfaitaire unique	-0,7	Institut Montaigne, programme du NFP législatives 2024
Rétablir l'exit tax sur les plus-values latentes	0,07	Institut Montaigne, programme du NFP législatives 2024
Supprimer l'amortissement des biens meublés en location ou "clause du grand-père"	0,65	CPO (2024) Note n°9 Vers un rapprochement des régimes fiscaux de la...

Mesure	2026	Source
Réduire de 14% du barème fiscal kilométrique	0,53	Cour des Comptes (2025) : Les mesures d'aides exceptionnelles : une...
Augmenter d'un point le taux d'IR pour chaque tranche (sauf celle à 0%)	6,8	Calcul CAE
Baisser les seuils d'entrées dans les tranches du barème de 10%	11,9	IPP, "Effets budgétaires et redistributifs des mesures socio-fiscales"
Augmenter d'un point l'IR sur la tranche marginale (45 à 46%)	0,09	IPP, "Effets budgétaires et redistributifs des mesures socio-fiscales"
Geler l'indexation des deux dernières tranches du barème de l'IR sur l'inflation	0,2	OFCE (2024) : Quel impact d'un gel du barème de l'impôt sur le reve...
Geler l'indexation des trois dernières tranches barème de l'IR sur l'inflation	1,7	OFCE (2024) : Quel impact d'un gel du barème de l'impôt sur le reve...
Geler l'indexation du barème de l'IR sur l'inflation	1,8	OFCE (2024) : Quel impact d'un gel du barème de l'impôt sur le reve...
Plafonner le bénéfice du quotient conjugal pour les couples mariés ou pacsés ayant les plus hauts revenus (> à 10 000 €)	1,1	CPO 2024 : Conforter l'égalité des citoyens devant l'imposition des...
Supprimer le quotient conjugal	10,6	CPO 2024 : Conforter l'égalité des citoyens devant l'imposition des...
Supprimer les demi-parts de quotient familial qui ne correspondent pas à des charges effectives	2,89	CPO 2024 : Conforter l'égalité des citoyens devant l'imposition des...
Autres impôts		
Augmenter le barème de la taxe sur les billets d'avion	3,7	Réseau Action Climat France : "L'aérien, un transport de CSP+, larg...
Eco-tax poids lourds : instaurer une taxe au kilomètre sur le réseau routier national hors autoroutes	1	Cour des Comptes, "L'écotaxe poids lourds : un échec stratégique, u...
Baisser le seuil du malus poids de 1500kg à 1400kg	0,4	Rapport de la conférence Ambition France Transport
Supprimer les abattements du malus poids pour les véhicules hybrides	0,2	Rapport de la conférence Ambition France Transport
Restreindre la fiscalité locale à l'aménagement de surfaces non artificialisantes	0,5	IGF, rapport "Adaptation de la fiscalité aux exigences de la transi...
Augmenter l'accise de la TICGN à 23€/MWh (soit +6€/MWh) pour l'aligner sur l'électricité	1	Cour des Comptes : exécution budgétaire 2024
Lutte contre la fraude		
Renforcer la lutte contre la fraude aux impôts des particuliers hors TVA (IR, DMTG, taxe foncière, THRS, DMTO)	2,82	Cour des comptes (2023) : "La détection de la fraude fiscale des pa...
Renforcer la lutte contre la fraude à la TVA	0,5	DGFIP (2024) : "Le manque à gagner de TVA en France", septembre , N°7
Total Administrations de sécurité sociale		
Impôt sur le patrimoine		
Supprimer l'exonération de l'impôt sur les plus-values immobilières pour les résidences principales	1	CPO (2018) Fiscalité du capital
Supprimer les abattements sur les plus-values immobilières pour durée de détention	1,85	Assemblée nationale (2023) Fiscalité du patrimoine citant CPO (2018...

Mesure	2026	Source
CSG		
Augmenter d'un point le taux de CSG	14,6	IPP, "Effets budgétaires et redistributifs des mesures socio-fiscales"
Aligner le décile de retraités les plus aisés sur le taux de CSG des actifs à 9,2%	0,5	CPO (2024) : rapport "Conforter l'égalité des citoyens devant l'imp...
Aligner l'ensemble de la tranche imposée à 8,3% de CSG sur celle des actifs imposée à 9,2%	1,3	CPO (2024) : rapport "Conforter l'égalité des citoyens devant l'imp...
Cotisations sociales		
Augmenter la contribution de la branche ATMP à la branche maladie en rehaussant les cotisations des entreprises	0,8	Cour des Comptes (2025) L'ONDAM
Lutte contre la fraude		
Renforcer la lutte contre la fraude aux cotisations sociales	0,36	HCFIPS (2024) La lutte contre la fraude sociale (p. 79)
Total Administrations publiques locales		
Impôt sur le patrimoine		
Augmenter les droits de mutation à titre onéreux (DMTO) de 0,1 point	0,25	Calculs à partir des chiffres du BIS "Les droits de mutation à titr...

Source : CAE, tableur de données du Focus n° 124 (« 20251017-Revue-recettes-depenses-def.xlsx »), octobre 2025. Montants en Md€ ; un astérisque dans le tableur signale un chiffrage reconductible.

C. Dépenses fiscales et sociales (niches)

Mesure	2026	Source
Total Administrations publiques centrales		
Impôt sur les sociétés		
Supprimer la taxe au tonnage appliquée aux compagnies maritimes pour les assujettir à l'impôt sur les sociétés	1,38	Débats parlementaires 2024, Cour des comptes, PLF 2025 : Évaluation...
Mieux cibler le crédit d'impôt recherche : réduire de moitié la dépense allouée aux grandes entreprises	1,5	Cour des comptes, Analyse de l'exécution budgétaire "Dépenses fisca...
Mieux cibler le crédit d'impôt recherche : supprimer le taux à 5%, au-delà de 100 M€ de dépenses	0,4	CAE Focus N°090-2022 Renforcer l'impact du CIR
Supprimer l'éco-prêt à taux zéro	0,04	Sénat, Rapport "Efficacité des politiques publiques en matière de r...
Supprimer le crédit d'impôt haute valeur environnementale	0,1	Assemblée nationale
Diminuer les dépenses fiscales sur les dons aux associations : passer le mécénat d'entreprise à un régime de déductibilité	0,52	IGF : Revue des dépenses publiques en direction des associations 2025
Supprimer les exonérations spécifiques à la taxe d'apprentissage	0,37	IGF-IGAS, Modalités de financement des Centres de formation des app...
TVA		
Supprimer le taux réduit de TVA dans la restauration	4,2	PLF 2023, Evaluation des Voies et moyens tome II ; IPP (2018) : "Qui...
Réformer le soutien de l'Etat aux services à la personne : réduire la liste d'activités, simplifier les taux de TVA et du régime de cotisations sociales	0,3	Cour des comptes (2024) : Le soutien de l'état aux services à la pe...

Mesure	2026	Source
Supprimer le taux réduit de TVA pour les billets d'avion	0,3	CE Delft (2015) : Tax exemptions and reductions for domestic commer...
Supprimer le taux réduit de TVA pour les travaux, hors rénovation énergétique	4,5	IGF (2016) : rapport "Adaptation de la fiscalité aux exigences de l...
Supprimer le taux réduit de TVA pour les travaux de rénovation énergétique	2	IGF (2023) : rapport "Adaptation de la fiscalité aux exigences de l...
Supprimer le régime de taux en outre-mer	2,2	CPO (2023) TVA Rapport particulier n°2
Accises sur les énergies		
Supprimer le tarif réduit pour les gaz naturels consommés comme combustible dans les installations grandes consommatrices d'énergie	0,4	Cour des comptes, Analyse de l'exécution budgétaire "Dépenses fisca...
Supprimer le tarif réduit pour le gazole non routier et agricole	1,4	IGF (2023) : rapport "Adaptation de la fiscalité aux exigences de l...
Supprimer le tarif réduit pour le gazole non routier et non agricole	1,2	IGF (2023) : rapport "Adaptation de la fiscalité aux exigences de l...
Supprimer le tarif réduit pour le gazole routier de transport des marchandises	1,1	IGF (2023) : rapport "Adaptation de la fiscalité aux exigences de l...
Supprimer le tarif réduit des carburants pour les taxis	0,04	IGF (2023) : rapport "Adaptation de la fiscalité aux exigences de l...
Supprimer les tarifs réduits d'accises sur les biocarburants, qui surcompensent les surcoûts et enfreignent les règles européennes	0,7	IGF (2024) : Revue de dépenses : les aides aux entreprises, mars ;...
Réformer les tarifs réduits d'accises sur l'électricité utilisés par les entreprises énérgo-intensives afin de limiter les effets d'aubaine	0,4	IGF (2024) Les aides aux entreprises
Supprimer l'exonération de TICPE sur le transport aérien	3,5	I4CE (2022) : rapport "Dépenses fiscales défavorables au climat : q...
Supprimer l'exonération de TICPE sur le transport maritime	0,6	I4CE, rapport "Dépenses fiscales défavorables au climat : quelles s...
Impôt sur le revenu		
Supprimer l'exonération des intérêts du livret A	0,9	Évaluation des voies et moyens, annexe au projet de loi de finances...
Supprimer l'exonération des intérêts des livrets de développement durable	0,4	Évaluation des voies et moyens, annexe au projet de loi de finances...
Supprimer l'exonération ou l'imposition réduite des produits attachés aux bons ou contrats de capitalisation et d'assurance-vie	0,5	Évaluation des voies et moyens, annexe au projet de loi de finances...
Supprimer l'exonération des intérêts et primes versés dans le cadre de l'épargne logement	0,4	Évaluation des voies et moyens, annexe au projet de loi de finances...
Supprimer l'abattement fiscal de 10% des frais professionnels pour les retraités sur le calcul du revenu fiscal de référence des retraités	5	IPP
Supprimer l'abattement fiscal de 10% des frais professionnels pour les retraités sur le calcul du revenu fiscal de référence des retraités	4,8	CPO (2024) : rapport "Conforter l'égalité des citoyens devant l'imp...
Supprimer le bénéfice de l'abattement fiscal de 10 % des frais professionnels pour les retraités du dernier décile	1,3	CPO (2024) : rapport "Conforter l'égalité des citoyens devant l'imp...
Abaissier le plafond de l'abattement de 10% des frais professionnels pour les retraités et/ou l'abattement pour les 65+/invalides sous condition de revenus	2	Amendement sénatorial au PLF 2025

Mesure	2026	Source
Supprimer les niches fiscales pour les compléments de salaire : prime de partage de la valeur	0	CPO (2024) Conforter l'égalité des citoyens devant l'imposition des...
Supprimer l'exonération d'IR accordée à la rémunération des heures supplémentaires et complémentaires	1,8	CPO (2024) Conforter l'égalité des citoyens devant l'imposition des...
Supprimer la réduction d'impôt sur le revenu à raison des investissements productifs en outremer	0,3	CPO (2024) Conforter l'égalité des citoyens devant l'imposition des...
Plafonner à 10 000 € de la réduction d'impôts pour dons	0,4	CPO 2024 Conforter l'égalité des citoyens devant l'imposition des r...
Limiter le plafond de don du taux normal de la réduction d'IR à 2 000€	0,36	IGF (2025) : Revue des dépenses publiques en direction des associat...
Appliquer un plafond annuel et non plus pluriannuel à l'exonération d'IR pour l'épargne-retraite	1,3	Cour des comptes (2024) L'épargne retraite
Crédit d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile : diminuer le plafond de droit commun à 3000 € et du taux à 40%	1,7	Cour des comptes (2024) : Les soutiens de l'État aux services à la...
Crédit d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile : moduler le taux du crédit d'impôt, relevé à 60% pour certaines activités	0,36	Cour des comptes (2024) : Les soutiens de l'État aux services à la...
Impôt sur le patrimoine		
Taxation de l'héritage : appliquer les droits de succession aux contrats d'assurance-vie	4	CAE (2021) Repenser l'héritage
Taxation de l'héritage : supprimer le pacte Dutreil	2	CAE (2021) Repenser l'héritage
Réformer le régime du démembrement de propriété (donations en nue propriété avec réserve d'usufruit)	2	CAE (2021) Repenser l'héritage
Supprimer l'abattement de TFPB de 30 % pour les logements sociaux des organismes HLM	0,12	PLF 2025, Evaluation des voies et moyen tome II
Total Administrations de sécurité sociale		
Cotisations sociales		
Faire converger les taux du forfait social vers le taux de référence de 20%	1	Cour des comptes 2024 RALFSS chap IV : les niches sociales des comp...
Appliquer le forfait social à la prime de partage de la valeur y compris pour les entreprises de moins de 250 salariés	1	Cour des comptes 2024 RALFSS chap IV : les niches sociales des comp...
Supprimer les régimes sociaux dérogatoires associés aux compléments de salaires	18	Cour des comptes 2024 RALFSS chap IV : les niches sociales des comp...
Cibler la baisse des allègements de cotisations sociales: barème réduisant autant que possible les désincitations à la progression salariale	0	Rapport Bozio-Wasmer, octobre 2024
Cibler la baisse des allègements de cotisations sociales : supprimer les bandeaux maladie et famille, en prolongeant la courbe de la réduction générale jusqu'à une extinction complète des exonérations à 1,88 Smic	11,4	Rapport Bozio-Wasmer, octobre 2024
Exonérations de cotisations sociales spécifiques aux outre-mer : recentrer les dispositifs sur les salaires inférieurs à 2,5 SMIC	0,2	IGF (2024) Evaluation des mesures d'exonération de cotisations soci...
Exonérations de cotisations sociales spécifiques aux outre-mer : réforme structurelle avec simplification dans un barème unique	0,15	IGF (2024) Evaluation des mesures d'exonération de cotisations soci...

Source : CAE, tableur de données du Focus n° 124 (« 20251017-Revue-recettes-depenses-def.xlsx »), octobre 2025. Montants en Md€ ; un astérisque dans le tableur signale un chiffreage reconductible.

D. Réformes structurelles

Mesure	2026	2030	Source
Recettes			
Hausse de la croissance annuelle de la productivité de 0,1 point en 2026 et de 0,2 point à partir de 2027	1,28	12,28	Insee, RAA
Effet de la réduction du taux de chômage d'un point (+300 000 emplois) sur les finances publiques	3,06		France Travail (juin 2024), calcul CAE
Réduction du taux de chômage de 0,4 point par an sur 5 ans (rythme de diminution entre 2015 et 2019)	1,22	6,12	France Travail (juin 2024), calcul CAE
Augmentation de l'âge d'ouverture des droits à 65 ans pour les générations 1968 à 1972	0	5,9	Cour des Comptes : Situation financière et perspectives du système...
Augmentation de l'âge d'ouverture des droits à 65 ans pour les générations 1964 à 1968	0	11,7	Cour des Comptes : Situation financière et perspectives du système...
Réduction de l'âge d'ouverture des droits à 63 ans pour la génération 1964	0	-8,8	Cour des Comptes : Situation financière et perspectives du système...
Dépenses			
Effet de la réduction du taux de chômage d'un point (+300 000 emplois) sur les finances publiques	4,5		France Travail (juin 2024), calcul CAE
Réduction du taux de chômage de 0,4 point par an (rythme de diminution entre 2015 et 2019)	1,8	9	France Travail (juin 2024), calcul CAE
Augmentation de l'âge d'ouverture des droits à 65 ans pour les générations 1968 à 1972	0	3,5	Cour des Comptes, Situation financière et perspectives du système d...
Augmentation de l'âge d'ouverture des droits à 65 ans pour les générations 1964 à 1968	0	6	Cour des Comptes, Situation financière et perspectives du système d...
Réduction de l'âge d'ouverture des droits à 63 ans pour la génération 1964	0	-4,2	Cour des Comptes, Situation financière et perspectives du système d...

Source : CAE, tableur de données du Focus n° 124 (« 20251017-Revue-recettes-depenses-def.xlsx »), octobre 2025. Montants en Md€ ; un astérisque dans le tableur signale un chiffreage reconductible.

ANNEXE 2

Les notions clés, pas à pas

Lexique de la consolidation budgétaire

Notion	Définition
Déficit primaire	Déficit public hors charge d'intérêts de la dette. C'est ce que l'on dépense de plus que ce que l'on prélève pour les politiques publiques courantes.
Déficit structurel	Déficit corrigé des effets de la conjoncture. En période de sous-activité, les recettes baissent et certaines dépenses (chômage) augmentent : ce surcroît de déficit est temporaire.
Écart de production	Différence entre le PIB effectif et le PIB potentiel. Le CAE retient –0,8 point pour 2025 et une élasticité du solde public de 0,57.
Impulsion budgétaire	Variation du déficit primaire structurel d'une année sur l'autre. C'est elle qui pèse sur la croissance, par les multiplicateurs.
Tendanciel	Évolution spontanée des dépenses et des recettes à législation constante. L'effort affiché par un budget dépend de ce point de référence.
Effet comportemental	Réaction des contribuables à une hausse d'impôt (optimisation, report, départ) qui réduit l'assiette. Le rendement réel est égal au rendement mécanique multiplié par $1 - \varepsilon \times t / (1 - t)$, où ε est l'élasticité du revenu taxable et t le taux.
Gel en volume	Limiter la hausse d'une dépense à l'inflation, alors que son tendanciel la ferait progresser plus vite.
Année blanche	Ne pas revaloriser pendant un an des pensions, prestations ou barèmes que la loi prévoit d'indexer sur l'inflation.

Source : Élysée Conseils, d'après le Focus n° 124 du CAE (encadrés 1 à 4).

EN PRATIQUE • DU DÉFICIT À L'EFFORT

Déficit public 2025 : 5,4 % du PIB. Moins la charge de la dette (2,2) et le déficit conjoncturel (0,5) : déficit primaire structurel de 2,7 points.

Plus la marge de sécurité de 1 point : 3,7 points. Multipliés par le PIB 2025 (2 986 Md€) : 112 Md€.

Plus la dérive tendancielle (0,2 point, soit 6 Md€ par an pendant six ans) : environ 148 Md€.

ANNEXE 3

Glossaire et bibliographie

Glossaire des sigles

Sigle	Signification
AAH	Allocation aux adultes handicapés
ALD	Affection de longue durée
ASPA	Allocation de solidarité aux personnes âgées
ATMP	Accidents du travail et maladies professionnelles
CAE	Conseil d'analyse économique
CCI, CMA	Chambres de commerce et d'industrie, chambres de métiers et de l'artisanat
Cnam	Caisse nationale de l'assurance maladie
CSG, CRDS	Contribution sociale généralisée, contribution au remboursement de la dette sociale
FPE, FPT	Fonction publique d'État, fonction publique territoriale
HCFiPS	Haut Conseil du financement de la protection sociale
IGF	Inspection générale des finances
IPP	Institut des politiques publiques
IS	Impôt sur les sociétés
ISF	Impôt de solidarité sur la fortune
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OFCE	Observatoire français des conjonctures économiques
Ondam	Objectif national de dépenses d'assurance maladie
PFU	Prélèvement forfaitaire unique
RSA	Revenu de solidarité active
TSCA	Taxe spéciale sur les conventions d'assurance
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée

Rapports et études publics

- CAE, *Comment stabiliser la dette publique ?*, Focus n° 124, octobre 2025, et son tableur de données.
- CAE, *Quelle trajectoire pour les finances publiques françaises ?*, Note n° 82, juillet 2024.
- CAE, *Fiscalité du capital : quels sont les effets de l'exil fiscal sur l'économie ?*, Focus n° 118, juillet 2025.
- CAE, *Retraites des fonctionnaires d'État : pas de déficit caché mais un coût salarial surévalué*, Focus n° 121, septembre 2025.
- CAE, *Objectif « plein emploi » : pourquoi et comment ?*, Focus n° 110, mars 2025.
- CAE, *Éducation : un plan d'action pour rattraper le retard français*, Note n° 93, septembre 2026.
- Cour des comptes, *Situation financière et perspectives du système de retraites*, février 2025.
- Cour des comptes, *Les finances publiques locales*, 2024 et 2025.

- Cour des comptes, rapport sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale 2024, chapitre 4 (niches sociales des compléments de salaire).
- Cour des comptes, *L'écotaxe poids lourds : un échec stratégique, un abandon coûteux*, février 2017.
- Haut Conseil des finances publiques, *L'évolution des dépenses publiques à politique inchangée*, 2025.
- OFCE, Policy brief n° 135, septembre 2024 (aides à l'apprentissage).
- Bozio A. et Wasmer É., *Les politiques d'exonérations de cotisations sociales : une inflexion nécessaire*, octobre 2024.
- Rapport Ravignon sur le coût du millefeuille administratif, 2024.
- OCDE, *Choosing Fiscal Consolidation Instruments Compatible with Growth and Equity*, Economic Policy Paper n° 7, 2013.
- Jakobsen et al., *Taxing Top Wealth: Migration Responses and their Aggregate Economic Implications*, 2025.

Statistique publique

- Insee, comptes nationaux 2024 ; Eurostat, dépenses des administrations publiques par fonction (2023).

ÉLYSÉE CONSEILS · DOCUMENT OUVERT

« Ce document de travail est ouvert à toutes les contributions. Vos remarques, corrections et propositions sont les bienvenues à l'adresse mesidees@elysee-conseils.fr. »